

Rapport Annuel



2002



RADIALL

Radiall en quelques mots

Une société présente sur des marchés de pointe

Créée en 1952, sur l'initiative d'Yvon et Lucien GATTAZ, et dirigée depuis 1992 par Pierre GATTAZ, le fils d'Yvon, la société RADIALL, est aujourd'hui l'un des trois leaders mondiaux de la connectique coaxiale et un acteur reconnu dans la connectique rectangulaire multicontact. RADIALL conçoit, développe et fabrique des composants électroniques destinés aux applications de la communication sans fil, de la télématique automobile ainsi qu'aux équipements militaires et aéronautiques.

Une implantation mondiale

Pour mieux cerner les besoins spécifiques de ses clients, RADIALL a mis en place une répartition territoriale basée sur une logique de service et de proximité. La société RADIALL compte aujourd'hui 9 sites de production répartis sur l'ensemble du monde et emploie plus de 1500 salariés.



Atelier de décolletage Voiron



Salle blanche Isle d'Abeau

Les grandes étapes-clé de construction de la société

- 1952 Création de RADIALL, sous l'égide d'Yvon et Lucien GATTAZ, dans un petit atelier parisien.
- 1963 Construction d'une première usine de production à Voiron (38).
- 1967 Création de la première filiale à l'international, à Londres.
- 1968 Construction du siège social à Rosny-Sous-Bois.
- 1984 Création d'une première filiale aux Etats-Unis.
- 1989 Introduction à la Bourse de Paris.
- 1992 Arrivée de Pierre GATTAZ, ingénieur des Télécommunications, qui devient Président du Directoire en janvier 1994.
- 1995 Acquisition de Jerrik aux Etats-Unis et création d'une joint-venture à Shanghai (Chine).
- 1999 Acquisition de Larsen Antenna Technologies (USA).
- 2002 RADIALL adhère au segment qualité NextEconomy d'EURONEXT.



RADIALL en quelques mots	2
Le message du Président	4 & 5
Rapport de gestion	6 à 16

COMPTES CONSOLIDÉS

Etats financiers	18 à 20
Consolidation : principes et méthodes	21 & 22
Notes sur les comptes consolidés	23 à 30
Rapport des commissaires aux comptes	31
Organigramme du groupe	32

COMPTES SOCIAUX RADIALL

Etats financiers	34 à 36
Annexes sur les comptes sociaux	37
Notes sur les comptes sociaux	38 à 43
Tableau des filiales et participations	44
Résultats financiers de la société	45
Rapports des commissaires aux comptes	46 à 48
Projet de résolutions	49 à 53
Organes sociaux	54



M

essage du Président



2002 : année d'épreuve mais aussi année de renforcement.

Comment résumeriez-vous l'année 2002 ?

Ce fut tout d'abord une année d'épreuve. La crise sans précédent des télécommunications qui a commencé il y a plus de deux ans et la baisse du marché aéronautique amplifiée, depuis le 11 septembre 2001, nous

ont heurté de plein fouet, et ont entraîné une forte baisse du chiffre d'affaires dans un environnement très chahuté. A 158 M€, notre activité a reculé de 30 % par rapport à 2001, malheureusement en ligne avec la baisse générale du marché des infrastructures Télécom. En euro courant, nous sommes redescendus à peu près au niveau du chiffre d'affaires de 1998. Malgré des efforts de restructuration importants, ayant conduit en deux ans à une diminution de près de 30 % des effectifs du groupe, le résultat d'exploitation n'a pas résisté à cette baisse d'activité fulgurante qui survient après l'euphorie "Internet" des années 1999 et 2000. La marge opérationnelle est devenue négative à hauteur de -7 % du chiffre d'affaires, notamment du fait de provisions sur stocks et de l'inertie des restructurations en France.

En même temps, ce fut une année de renforcement pour notre Groupe. Cette année noire a permis à RADIALL de s'améliorer dans un certain nombre de fonctions, et de préparer son avenir dans un environnement haute technologie en pleine mutation.

Pourriez-vous expliciter ce dernier point ?

Bien sûr, Nous pouvons citer par exemple quelques points positifs :

- l'amélioration du bilan consolidé de RADIALL, par une diminution importante des stocks (- 50 % pour les produits finis et - 27 % pour les pièces détachées) et à travers la surveillance de l'encours clients (réduction significative du DSO) ;
- la restauration de la trésorerie du Groupe, due à une bonne maîtrise du Besoin en Fonds de Roulement et à un moindre niveau d'investissement. Ces mesures ont permis de générer tous les mois des liquidités malgré la crise, et de terminer l'année avec 18 M€ en disponibilités ;
- la baisse du point mort d'exploitation qui est passé de 200 M€ à fin 2001, à environ 150 M€ à fin 2002, (- 25 %), permettant là aussi de rebondir rapidement dès que l'activité reprendra ;

- l'accélération des transferts de production vers des sites low-cost et la fermeture de deux usines de 250 personnes chacune en Europe et aux USA ;
- la poursuite des diversifications commerciales engagées dans des secteurs en démarrage et prometteurs, tels que les systèmes télématiques automobiles (GSM, GPS, radio numériques ...), les systèmes Wireless Lan et Wifi, le médical, la défense... tous consommateurs potentiels de "liaisons passives Radio fréquence" ;
- l'accroissement des parts de marché, notamment en connecteurs rectangulaires multi-sigmaux pour les marchés militaire et aéronautique aux Etats-Unis ;
- la préparation du futur, puisque les ressources R&D à l'exception de celles en Fibre Optique n'ont pas diminué, et que RADIALL a réalisé de nombreuses implantations dans de nouveaux segments de marché, qui devraient générer du chiffre d'affaires dans les prochains mois et les prochaines années.

Vous évoquez une baisse du point mort en 2002. Va-t-elle permettre un retour rapide aux profits ?

La diminution du point mort commencée en 2002 est intimement associée à une montée en puissance de nos productions low-cost. Ces usines devraient nous permettre de produire moins cher et de faire face à une pression sur les prix de vente plus forte aujourd'hui que dans les années de croissance. Pour 2003, le Groupe a fixé un nouveau point mort à 145 M€.

Nous espérons ainsi renouer avec les profits dès le milieu d'année 2003 malgré un chiffre d'affaires qui pourrait être encore en retrait par rapport à 2002. En tout état de cause, tous nos efforts sont concentrés sur cet objectif de retour à l'équilibre.

Quels sont les points forts de Radiall pour réussir ce challenge ?

RADIALL a beaucoup d'atouts en main pour réussir dans ce monde de la high-tech qui vit actuellement sa première "Grande Crise" et qui est en train de se reconfigurer totalement, avec une forte montée en puissance des productions et des marchés asiatiques. Il faut noter :

- des positions de "preferred supplier" chez la plupart de nos grands clients en aéronautique, en défense, en télécoms ;
- une innovation constante et soutenue, qui nous permet de rester techniquement les plus pointus, et de sortir des produits toujours plus innovants, miniaturisés, perfectionnés et à moindre coût. Car l'innovation non seulement dans les produits, mais aussi dans les procédés de fabrication, est la

seule arme possible face à la menace des délocalisations et de la baisse continue de prix sur les produits stabilisés ;

- une présence internationale étendue, avec trois filiales aux USA et quatre en Asie, permettant de couvrir parfaitement les pays stratégiques dans nos spécialités, et de répondre à l'exigence de la mondialisation de nos grands clients ;
- une organisation industrielle low-cost basée sur un site de production RADIALL à Shanghai, et deux sites en sous-traitance en Tunisie et au Mexique. Ces sites faisaient travailler plus de 300 personnes à fin 2002 et seront encore renforcés en 2003 ;
- des produits dont la technicité et la qualité sont reconnues unanimement par le marché et par nos clients ;
- la solidité de notre bilan, sans dette et avec une trésorerie largement excédentaire.

Tout ceci sans oublier le grand professionnalisme des hommes et des femmes qui ont affronté avec courage la dure année 2002, et qui relèvent chaque jour d'importants défis dans leurs fonctions respectives.

Je les remercie pour leurs compétences et leur attachement à notre société.

Si nous nous projetons au-delà de 2003, comment voyez-vous les choses ?

Pour le moyen terme, le positionnement stratégique de RADIALL se fonde sur deux axes technologiques à forte valeur ajoutée dans lesquels RADIALL a bâti sa réputation et occupe une place dans les trois premiers mondiaux sur ces technologies. Il s'agit, d'une part des liaisons radiofréquences (intégrant l'association d'une antenne, de connecteur et cordon coaxiaux, de composants hyperfréquences), et d'autre part de la connectique rectangulaire modulaire et multi signaux comme la fameuse famille EPX qui remporte de nombreux succès aux Etats-Unis, et pouvant intégrer des signaux aussi variés que des signaux analogiques ou digitaux simples, de la Radiofréquence, de la Fibre Optique, de la puissance, et même des fluides.

Les produits de radiofréquence devraient notamment apporter de forts relais de croissance dans des domaines aussi divers que la télématique automobile, les communications "Machine to Machine", le soldat digital, les systèmes WIFI, ou encore les systèmes de récupération de données sans fil (datacollection). Quant aux connecteurs rectangulaires multi signaux, ils sont de plus en plus utilisés dans les systèmes aéronautiques de défense notamment aux USA.

La crise qu'a connu la filière électronique en 2001 et 2002 ne doit pas masquer le formidable potentiel des industries de la communication wireless et de transmission de l'information. Comme tous les secteurs en développement, la croissance peut connaître des à-coups qui ne doivent pas remettre en cause le modèle économique de ces secteurs. Je suis intimement convaincu que le marché dans lequel RADIALL évolue dispose de nombreux débouchés qui permettront au Groupe de se développer de façon profitable dans l'avenir.

Pouvez-vous nous donner quelques chiffres sur l'évolution de ces marchés ?

Oui, mais il faut être prudent avec les prévisions, surtout dans des périodes très perturbées comme aujourd'hui. Le consensus des experts sur ces marchés donne les chiffres approximatifs suivants :

- les investissements télécom pourraient reprendre une croissance d'environ 10 à 13 % par an, quand les excès de la bulle seront digérés. A partir de 2004 ou 2005 ?
- l'électronique dans l'automobile devrait croître de 10 à 12 % par an dans les cinq prochaines années, et la partie télématique "sans fil" de quelques points en plus. ;
- l'aéronautique civile va sans aucun doute subir les effets de la crise irakienne, et de l'épidémie de Pneumonie Atypique sur 2003 et peut-être aussi sur 2004. Mais le cycle devrait reprendre le chemin de la croissance vers 2005/2006 ;
- le marché de la défense reste très bien orienté aux Etats-Unis. Les récents événements dans le Golfe et quelques déclarations d'hommes politiques européens pourraient laisser présager une certaine augmentation des budgets de défense en France et en Europe pour les années à venir.

Comme la part des composants électroniques dans ces marchés reste non négligeable, et que les radiofréquences et la connectique rectangulaire modulaire sont deux technologies aujourd'hui incontournables et en progression dans ces systèmes, nous pouvons être très confiants sur les perspectives de croissance pour RADIALL sur le moyen et le long terme.

PIERRE GATTAZ
Président du Directoire





RAPPORT DE GESTION FINANCIER

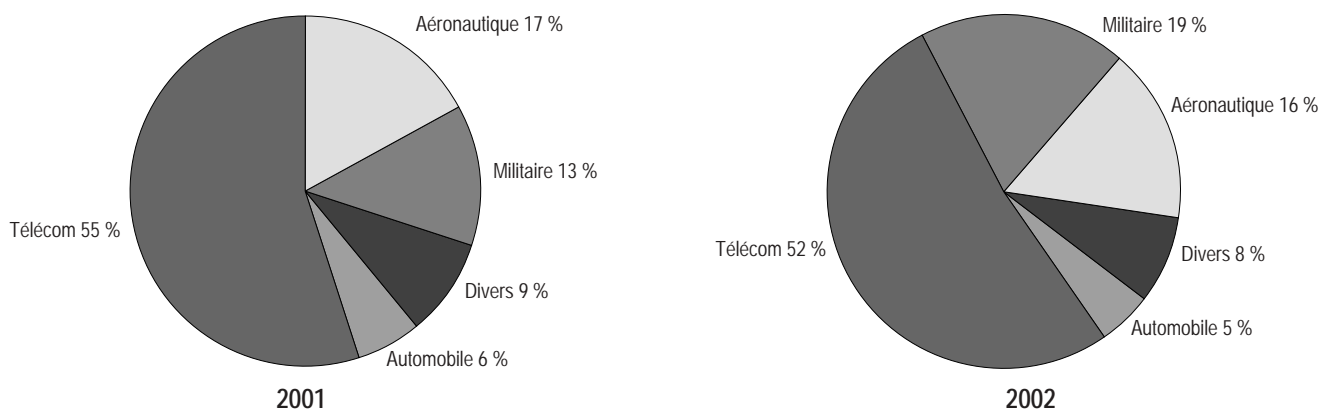
Le Directoire du Groupe RADIALL, réuni le 21 mars 2003, sous la présidence de Pierre GATTAZ a examiné les comptes consolidés de l'exercice 2002 audités par les Commissaires aux Comptes.

Chiffres clés (en milliers d'euros)	2001	2002	Variation
Chiffres d'affaires	228 083	158 556	- 30,5 %
Résultat d'exploitation	4 076	(11 210)	ns
Marge opérationnelle	1,8%	- 7,1 %	
Résultat financier	(1 823)	(1 078)	- 40,9 %
Résultat courant	2 253	(12 288)	ns
Eléments exceptionnels récurrents (nets)	(202)	(1 084)	
Eléments exceptionnels non récurrents (nets)	(6 915)	(3 174)	- 54,1 %
Résultat exceptionnel	(7 117)	(4 258)	- 40,1 %
Impôts sur les résultats	2 728	3 106	- 16,3 %
Amortissement des écarts d'acquisition	(1 608)	(1 272)	- 20,9 %
Résultat net de l'ensemble consolidé	(3 744)	(14 712)	
Cash Flow d'Exploitation [2]	8 741	19 856	x 2
Capitaux Propres (incl. Intérêts minoritaires)	135 680	112 815	- 16,9 %
Trésorerie positive nette [1]	3 522	18 202	x 4

[2] : Excédent Brut d'Exploitation – Variation du BFR – autres décaissements nets liés à l'activité (notamment frais financiers et IS).

[1] : Disponibilités + VMP – emprunts et dettes financières.

Répartition du Chiffre d'Affaires par activité





1. Baisse organique des ventes en 2002 de 28,6 %

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé en 2002 à 158 556 milliers d'euros, contre 228 083 milliers d'euros en 2001, soit une baisse sur base historique de - 30,5 %. Les taux de change ont eu un impact négatif de - 1,9 %. Le périmètre de consolidation du groupe est resté inchangé en 2002.

Le chiffre d'affaires par activité et par zone s'établit de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	2001	2002	Variation sur base comparable
PAR ACTIVITE			
Télécom	125 446	82 449	- 34 %
Militaire et Aéronautique	68 425	55 495	- 19 %
Automobile	13 685	7 928	- 42 %
Divers	20 527	12 684	- 38 %
PAR ZONE GEOGRAPHIQUE			
Europe	127 726	85 620	- 33 %
Amériques	77 548	55 495	- 28 %
Reste du Monde	22 808	17 441	- 24 %
Groupe	228 083	158 556	- 30,5 %

La branche Télécom est de loin la plus touchée avec une baisse en valeur de près de 43 millions d'euros. Le marasme du segment de marché Fibre Optique et la forte diminution des investissements en provenance des opérateurs de téléphonie mobile sont deux sources d'explication de cette mauvaise performance.

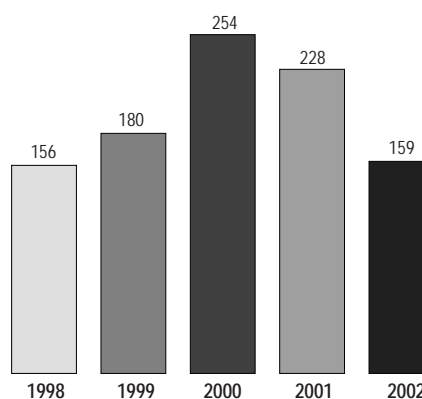
Dans le Militaire et l'Aéronautique, la chute est moins sévère. La partie "Aviation Civile" a été plus touchée en raison des difficultés économiques des compagnies aériennes, accentuées après les événements du 11 Septembre 2001 aux Etats-Unis. La faillite de certaines d'entre elles, et la désaffection du public pour le transport aérien, ont conduit les grands avionneurs mondiaux à réduire leurs cadences de production en 2002. Du côté Militaire, la tendance est meilleure et une reprise progressive des dépenses en armement a été constatée au cours de l'exercice notamment en provenance des USA.

La nouvelle division automobile a enregistré un chiffre d'affaires encore faible en 2002. L'arrivée à son terme d'un projet important commencé en 2001 avec un grand donneur d'ordre américain a entraîné un recul de la facturation au second semestre. Toutefois, le Groupe a obtenu des qualifications de produits prometteuses pour l'avenir et ce créneau a vocation à devenir une source de diversification profitable à 2 ou 3 ans.

Au plan géographique, la zone Amériques a mieux résisté dans l'ensemble et ce malgré un change EUR/USD moins favorable au second semestre. L'exposition moins forte aux Télécommunications de cette région du Monde pour RADIALL et la proportion importante du chiffre d'affaires Militaire et Aéronautique sont deux explications à retenir pour cette performance.

La zone asiatique est également mieux orientée avec une baisse de la facturation des quatre filiales de - 24 % par rapport à 2001. Cette tendance confirme la montée en puissance de cette région du monde dans le secteur des télécommunications.

Chiffre d'Affaires consolidé (en M€)





2. Poursuite de la décroissance du CA du 4^e trimestre 2002

Les ventes trimestrielles sur les deux derniers exercices se présentent comme suit :

Chiffre d'affaires consolidé	Fin 12/2002	Fin 12/2001	A/A-1
1 ^{er} trimestre	43,0 M€	68,8 M€	- 38 %
2 ^e trimestre	40,8 M€	59,9 M€	- 32 %
3 ^e trimestre	38,1 M€	50,9 M€	- 25 %
4 ^e trimestre	36,7 M€	48,6 M€	- 24 %
TOTAL	158,6 M€	228,1 M€	- 30 %

Sur le 4^e trimestre 2002, la variation du chiffre d'affaires sur base historique a été de - 24,5 %. L'évolution des taux de change a eu un effet négatif de - 4,4 %.

Comme les chiffres l'illustrent, l'activité du Groupe a souffert de la crise actuelle de l'électronique mondiale commencée en 2001. Tous les segments de marché (téléphonie sans fil, réseaux hauts débits, aéronautique civile, ...) ont connu un fort ralentissement sur l'ensemble de la période. Seuls les produits à destination de l'industrie militaire ont bien résisté en 2002.

3. Evolution du résultat d'exploitation

La marge opérationnelle s'établit aux alentours de - 7 % sur 2002 à comparer à + 2 % environ en 2001.

Cette perte d'exploitation s'explique par 3 phénomènes cumulatifs :

- la non-réalisation du point mort en Chiffre d'affaires : fixé aux environs de 165 M€ sur 2002, le Groupe n'a pu réaliser que 159 M€ en raison de la conjoncture défavorable de l'industrie électronique en général et l'impact négatif des taux de change, en particulier ;
- la mise au rebut nécessaire d'une partie des stocks de composants et de produits finis liés à des activités abandonnées (packaging Fibre Optique, ...) ou des sites de production arrêtés (RADIALL Inc et RADIALL Ltd notamment) ;
- l'inertie des plans de réductions d'effectifs opérés en France qui s'est traduite par des départs effectifs retardés des salariés concernés.

Les deux derniers points sont des effets non récurrents.





4. Impact des restructurations sur le résultat net

La perte nette passe de - 3 744 milliers d'euros en 2001 à 14 712 milliers d'euros en 2002.

Hors éléments exceptionnels non récurrents (estimés à 3 174 K€ qui proviennent essentiellement des restructurations), la perte avant impôt et amortissement des écarts d'acquisition aurait été réduite à - 13 372 milliers d'euros au lieu de - 16 546 milliers d'euros.

Les éléments exceptionnels non récurrents intègrent :

- une charge de - 4 118 milliers d'euros (nets), correspondant à des sommes versées en 2002 au titre des réductions de capacités et fermetures de sites de fabrication,
- une reprise de provisions nette de + 455 milliers d'euros (principalement due à une non-utilisation d'une partie de la provision constituée en 2001 au titre des plans sociaux) ,
- pour le solde, soit + 489 milliers d'euros, la réduction de la provision pour Indemnités de Fin de Carrière (IFC) relatives aux salariés ayant quitté l'entreprise au titre des restructurations.

(en milliers d'euros)	2001	2002
RESULTAT OPERATIONNEL	4 076	(11 210)
Charges financières	(1 823)	(1 078)
Eléments exceptionnels	(7 117)	(4 258)
Impôts	2 728	3 106
RESULTAT DES SOCIÉTÉS INTEGRES	(2 136)	(13 440)
Amortissement des écarts d'acquisition	(1 608)	(1 272)
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	(3 744)	(14 712)
Intérêts minoritaires	639	(64)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	(4 383)	(14 648)
Perte nette diluée par action	(1,98 €)	(6,60 €)

5. Une structure financière solide et une trésorerie reconstituée

Le Cash Flow lié à l'activité (Résultat d'exploitation + Amortissements et provisions (hors actif circulant) - variation du BFR +/- autres flux) a continué à progresser en 2002 de près de 20 000 milliers d'euros par rapport à 2001, dans un contexte d'optimisation du BFR (réduction délais de règlement clients et stocks notamment).

L'arrêt nécessaire des investissements industriels (acquisitions nettes d'immobilisations corporelles 2002 : 3 190 milliers d'euros soit près de 6 fois moins qu'en 2001) qui ont représenté 2,0 % du chiffre d'affaires en 2002, a été motivé par la faiblesse de la demande.

Ces deux phénomènes conjugués ont permis d'accroître la trésorerie du Groupe à un niveau historique jamais atteint. Le cash net s'élève à 18 203 milliers d'euros.

La dette financière est passée de 12 186 milliers d'euros au 31 décembre 2001 à 2 911 milliers d'euros au 31 décembre 2002. Les disponibilités s'élèvent à 13 115 milliers d'euros à fin 2002 alors que les VMP atteignent en valeur nette 7 998 milliers d'euros. Ces dernières incluent une provision pour déprécia-

tion de 2 060 milliers d'euros qui représente la différence entre le prix de revient et la moyenne des 20 derniers cours pour les actions RADIALL auto-détenues.

La Société a par ailleurs poursuivi sa politique de couverture de change afin de réduire le risque de dévaluation de ses flux futurs et avoirs notamment en USD.

Pour ce faire, RADIALL a recouru en 2002 à des opérations de ventes à terme USD/EUR et des montages financiers à base d'options de change.

A la fin de l'exercice 2002, le Groupe disposait dans ses livres des contrats suivants :

- Ventes à terme USD/EUR fermes sur exercice 2003 : 4500 K\$ à un cours moyen de 0.9326
- Ventes à terme USD/EUR optionnelles sur exercice 2003, valeur totale des contrats : 1750 K€ à un cours moyen de 0.9375.
- Au 31 décembre 2002, le montant d'ores et déjà accumulé sur ces ventes à terme optionnelles s'élevait à 946 K€

Le portefeuille d'options de change a été soldé le 9 décembre 2002.



6. Commentaires sur les résultats sociaux

Chiffres clés (en milliers d'euros)	2001	2002	Variation
Chiffres d'affaires	131 112	92 768	-29,2 %
Résultat d'exploitation	(4 528)	(13 328)	
Marge opérationnelle	-3,5 %	-14,4 %	
Résultat financier	5 223	1 432	-72,5 %
Résultat courant	695	(11 896)	
Résultat exceptionnel	(3 933)	(1 610)	-59,1 %
Impôts sur les résultats	2 625	4 942	+88,3 %
Résultat net	(614)	(8 564)	
Capitaux Propres	100 539	92 471	-8,0 %
Trésorerie nette [1]	(5 647)	8 074	

[1] : Disponibilités + VMP – emprunts et dettes financières

Le chiffre d'affaires de l'année écoulée s'est replié de 29 % de manière similaire à l'activité consolidée.

Les charges d'exploitation dans leur ensemble n'ont toutefois pas suivi ce mouvement et ce, principalement dans les domaines suivants :

- Le poste "salaires et charges sociales" n'a diminué que de 2 419 milliers d'euros (ce qui représente un tassement limité à 5,5 %). Ceci s'explique principalement par l'inertie des plans sociaux entamés en 2001 et poursuivis en 2002.
- Le poste "amortissements" de part la nature fixe des charges qu'il représente est resté stable
- Le poste "autres achats et charges externes" a baissé de 25,2 % en raison d'un nombre important de dépenses non liées directement à l'activité (entretien bâtiments, assurances,...)

Le résultat d'exploitation ressort négatif à - 13 328 milliers d'euros.

Le résultat financier est positif à 1 432 milliers d'euros en forte baisse par rapport à 2001 en raison d'une diminution sensible des dividendes versés par les filiales du groupe. La partie "résultat de change" est équilibrée entre profits et pertes. Une provision complémentaire nette de 2 467 milliers d'euros a été passée pour prendre notamment en compte la perte potentielle sur les actions Radiall auto-détenues.

Le résultat exceptionnel est en amélioration par rapport à 2002 du fait de la moindre ampleur des restructurations opérées sur l'exercice en comparaison avec 2001.

En ce qui concerne les éléments clés du bilan, il faut noter l'amélioration très sensible de la trésorerie du fait d'une réduction significative du Besoin en Fonds de Roulement (stocks et clients) et d'un niveau moindre d'investissements

7. Les prévisions 2003 et les événements survenus depuis la clôture des comptes 2002

2003 devrait connaître une pause dans la baisse tendancielle du chiffre d'affaires. Le ratio commandes/factures des deux derniers trimestres 2002, proche de 1, permet de penser que le marché est en phase de stabilisation.

Les nouvelles applications wireless (réseaux privés WIFI, ...) ainsi que l'arrivée des applications télématiques sans fil dans le secteur automobile, devraient ouvrir des débouchés prometteurs grâce à la concrétisation des implantations réalisées dans ces domaines au cours de 2002.

Le premier trimestre 2003 affiche une activité au même niveau que celle du dernier trimestre 2002, présageant un arrêt de la tendance baissière enregistrée au cours des 2 derniers exercices.

Sur le plan de la rentabilité, RADIALL a réduit son point mort à un niveau de chiffre d'affaires de 145 millions d'euros lui permettant, en cas de dépassement, un retour aux profits. Tous les efforts du Groupe sont concentrés sur la restauration de la rentabilité et le retour dès 2004 à la croissance du chiffre d'affaires.

RADIALL précise que depuis la clôture des comptes 2002, aucun événement particulier de nature à avoir un impact significatif sur les comptes n'est intervenu.



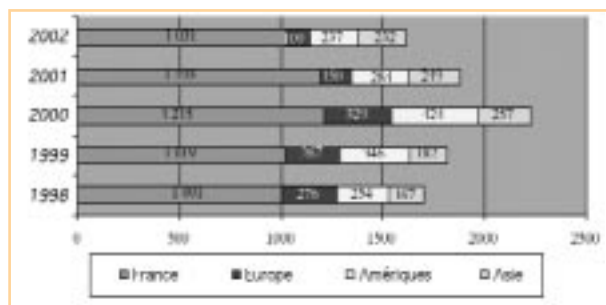
Antennes WIFI



RAPPORT DE GESTION SOCIAL

1. Les ressources humaines 2002

Effectifs à fin de période



Types de contrats

au 31/12	CDI	CDD
2002	1 599	10
2001	1 826	50
2000	2 134	91
1999	1 762	52
1998	1 640	58

Répartitions

au 31/12	Hommes	Femmes	Total France	Hommes	Femmes	Total Etranger
2002	526	505	1 031	314	264	578
2001	606	587	1 193	367	316	683
2000	616	599	1 215	488	523	1 011
1999	547	472	1 019	369	426	795
1998	558	443	1 001	320	377	697

La main d'œuvre extérieure

Moyenne de la période	1998	1999	2000	2001	2002
FRANCE					
Intérimaires	197	216	269	197	115
Régie					6
AUTRES					
Intérimaires	70	70	185	90	61

Les mouvements du personnel sur la période

	Fin de période précédente		Embauches		Départs		Fin de période	
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
FRANCE	1143	50	2	8	124	48	1021	10
Europe	146	4	9	1	47	4	108	1
Amériques	284	0	35	1	82	1	237	0
Asie	247	2	27	0	44	0	230	2
	1820	56	73	10	297	53	1596	13



2. Les réductions d'effectifs opérées en 2002

En France, le plan de suppression de 129 postes lancé en octobre 2001 a donné lieu à consultation des partenaires sociaux, suivie de la mise en œuvre d'un plan d'accompagnement. Des mesures destinées à limiter le nombre de licenciements, à favoriser le reclassement interne ou externe et la reconversion, ou à limiter les conséquences sociales et humaines, ont été mises en œuvre.

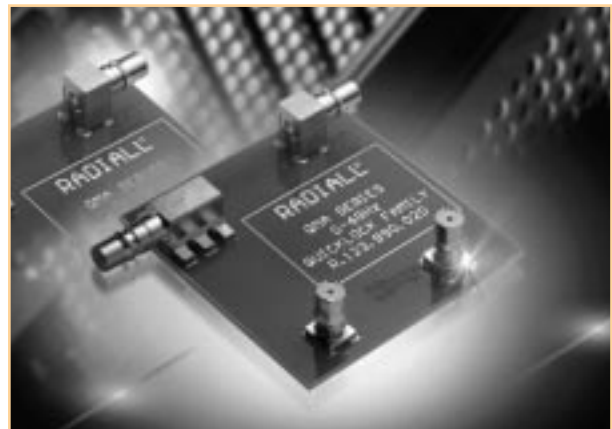
Les 129 suppressions de poste ont été résolues par :

- 89 départs de l'entreprise, dont :
 - 15 licenciements économiques
 - 30 licenciements économiques sur projets personnels
 - 44 préretraites totales ou progressives temps partiel
- 22 équivalents postes par aménagement définitif ou temporaire du temps de travail
- 18 par mutations internes Groupe

Un second plan de réduction pour 52 postes a été lancé en France au cours du 4ème trimestre 2002.

Sa comptabilisation dans les effectifs est réalisée au cours du premier trimestre 2003.

Le coût prévisionnel de cette restructuration a été intégré en charges exceptionnelles sur l'exercice.



Connecteurs QMA

3. Autres éléments du bilan social de Radiall SA (*)

	1999	2000	2001	2002
Rémunérations				
Masse salariale brute annuelle totale	24 161 558 €	26 233 349 €	30 873 475 €	28 401 751 €
Intéressement/Participation	5 378 488 €	10 195 640 €	0 €	0 €
Hygiène et sécurité				
Nbre d'accidents de travail avec arrêt	21	27	25	21
Conditions de travail		35 H temps travail effectif depuis le 1/7/2000		
Horaire hebdomadaire moyen	38,5 H			
Formation				
Dépenses de formation	817 337 €	736 073 €	1 252 751 €	622 832 €
Relations professionnelles				
Accords collectifs	Accord de méthode ARTT	Accord ARTT Accord CET	Accord d'intéressement	
% Absentéisme				
Absences rémunérées ou non	4,94 %	5,49 %	5,68 %	5,85 %

(*) Sources : DADS RADIALL SA.



4. La rémunération des mandataires sociaux en 2002

Conseil de Surveillance :

Monsieur Yvon GATTAZ a reçu au titre des indemnités de Président du Conseil de Surveillance la somme de 83 841 euros.

Les autres membres du Conseil de Surveillance n'ont reçu aucune indemnité.

Directoire :

Monsieur Pierre GATTAZ a reçu au titre des salaires et traitements de Président du Directoire la somme de 147 765 euros.

Monsieur Lucien GATTAZ n'a reçu aucune somme au titre des salaires et traitements de Vice-Président du Directoire .

Monsieur Pierre Michel CHURG a reçu au titre des salaires et traitements de Membre du Directoire et Directeur Général Adjoint la somme de 116 299 euros.

Monsieur Patrice MEUNIER a reçu au titre des salaires et traitements de Membre du Directoire et Directeur Financier la somme de 57 106 euros.

Monsieur Dominique PELLIZZARI a reçu au titre des salaires et traitements de Membre du Directoire et Directeur de la Division RFI la somme de 86 229 euros.

Ces montants s'entendent bruts avant prélèvements obligatoires et représentent l'ensemble des rémunérations versées par RADIALL SA et ses filiales.

5. Les Membres du Conseil de Surveillance et du Directoire

(CS : Conseil de Surveillance – CA : Conseil d'Administration)

Le Conseil de Surveillance :

M. Yvon GATTAZ :	Président du CS de RADIALL Président du CS d'HODIALL
M. Octave GELINIER	Vice-président du CS de RADIALL Membre du CS de CEGOS
Mme Geneviève GATTAZ	Membre du CS de RADIALL Membre du CS d'HODIALL
Mme Marielle DOISNEAU	Membre du CS de RADIALL

M. Bruno GATTAZ	Membre du CS de RADIALL Membre du CS d'HODIALL
M. Robert PAPIN	Membre du CS de RADIALL
M. Didier LOMBARD	Candidature proposée à l'Assemblée Générale du 20 mai 2003

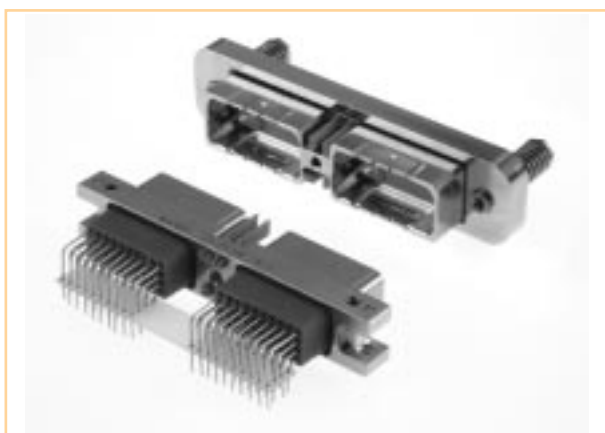
Dans un souci d'indépendance, le Conseil de Surveillance est représenté par deux tiers de membres appartenant au groupe d'actionnaires majoritaires et d'un tiers de membres extérieurs.

Le Directoire

M. Pierre GATTAZ	Président du Directoire de RADIALL Président du Directoire d'HODIALL Administrateur de CONVERGIE Cogérant de RADIALL GmbH Président du CA de RADIALL Ltd Président du CA de RADIALL Elettronica Président du CA de RADIALL BV Président du CA de RADIALL Inc Président du CA de RADIALL Jerrick Président du CA de RADIALL do Brasil Président du CA de FUTURISTICS COMPONENTS Inc Président de RADIALL Asia Président du CA de RADIALL PROTECTRON Administrateur de Shanghai RADIALL Administrateur de NIHON RADIALL KK Administrateur de RADIALL INTERNATIONAL Ltd Directeur de RADIALL LARSEN A.T.
M. Lucien GATTAZ	Vice-Président du Directoire de RADIALL Membre du Directoire d'HODIALL
M. Pierre Michel CHURG	Membre du Directoire de RADIALL Membre du Directoire d'HODIALL Cogérant de RADIALL GmbH Président de RADIALL AB

M. Patrice MEUNIER	Administrateur de RADIALL Elettronica Administrateur de RADIALL BV Administrateur de RADIALL Inc Administrateur de FUTURISTICS COMPONENTS Inc Administrateur de RADIALL Asia Administrateur de RADIALL PROTECTRON Administrateur de Shanghai RADIALL Administrateur de NIHON RADIALL KK Administrateur de RADIALL INTERNATIONAL Ltd
M. Dominique PELLIZZARI	Membre du Directoire de RADIALL Administrateur de RADIALL Ltd Directeur de RADIALL LARSEN A.T. Administrateur de Shanghai RADIALL Administrateur de RADIALL Asia Administrateur de RADIALL PROTECTRON Administrateur de RADIALL INTERNATIONAL Ltd





Connecteurs EPX

RAPPORT TECHNOLOGIQUE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

R & D	2002	2001	2000
En M€	12,1	14,6	13,0
% du CA	7,6 %	6,4 %	5,1 %

Le Groupe a poursuivi ses efforts de Recherche et Développement en 2002 malgré une activité en forte baisse.

En % du CA, la R&D progresse de 1,2 % . En valeur celle-ci est en retrait par rapport au chiffre record de 2001. Ceci s'explique par l'arrêt de certaines activités de recherche en Fibre Optique (packaging principalement) et la fermeture de deux centres de production (UK et USA) qui employaient des ingénieurs et techniciens en développement produits et process.

En revanche, des dépenses supplémentaires ont été engagées en France et aux USA pour développer une nouvelle gamme de produits pour le marché de la télématique automobile. Ce créneau porteur nécessite de concevoir de nouveaux types de connecteurs (FAKRA2) et d'antennes pour équiper en série les véhicules du futur qui intégreront des équipements de navigation (GPS,...), de loisirs (Télévision pour passagers à l'arrière) et de communication.

Les autres projets majeurs et succès de Radiall sont :

- Développement d'un standard de contact fibre optique qui pourra être utilisé dans tout type de connecteur multicontact à destination des marchés militaire et aéronautique. Radiall a été retenu par un grand avionneur mondial pour ce contact et est en cours de qualification. Les applications liées à ce projet sont l'In-Flight Entertainment et les calculateurs de bord.
- Amélioration de la performance en durée de vie et miniaturisation des commutateurs RF RAMSES. De beaux succès commerciaux ont été remportés sur le marché américain dans les domaines de l'instrumentation télécom et militaire et dans les bancs de test.
- Poursuite des travaux de pénétration du marché pour le connecteur EPX avec l'implantation dans de nouveaux programmes militaires (avions cargo notamment) et la reconnaissance du concept dans les Comités de Normes.
- Montée en puissance du connecteur QMA développé en partenariat avec un autre acteur majeur de la connectique coaxiale et dont les avantages concurrentiels reposent sur sa rapidité de montage, sa sécurité d'accouplement grâce au principe de l'encliquetage sans clé de montage, sa garantie de connexion à 100 % et son plus faible encombrement dans l'espace.
- Qualification de connecteurs filtrés et écrêtés JERRIK servant à la protection contre la foudre des équipements aéronautiques.



Assemblage cordons Voreppe





RAPPORT DE GESTION SUR L'ENVIRONNEMENT

Le rapport de gestion de la société RADIALL, conformément au décret du 20 février 2002 et à l'arrêté du 30 avril 2002, s'appuie sur les 3 axes suivants :

- Les impacts des activités sur l'environnement,
- Les mesures prises et les systèmes de management mis en place,
- Les objectifs donnés aux filiales.

1. Les impacts

1.1. Consommation

Le fonctionnement des 4 sites français de RADIALL est peu significatif en ce qui concerne les consommations d'eau, de matières premières et énergie.

La consommation en eau du Traitement de Surface de Voreppe est la seule significative avec 4 000 m³ d'eau consommée.

1.2. Les conditions d'utilisation des sols se limitent à l'implantation des bâtiments et des parkings. Il n'existe pas de dépôts de matières ni d'épandage.

1.3. Les rejets dans l'air sont caractérisés par :

- les solvants de nettoyage : Trichloréthylène, Dichlorométhane et Hydrofluoroéther.
- les extractions des bains de traitement de surface (acide, cyanure) avec des concentrations inférieures à 1mg/m³.

1.4. Les rejets dans l'eau

Deux sites ont des rejets de tribofinition de l'ordre de 1 à 5 m³ par jour.

Le site de Voreppe possède une station de détoxification permettant de traiter les eaux et bains usés de l'unité de traitement de surface.

Les rejets sont de 20 m³ par jour, avec des seuils à respecter en cyanure, métaux et DCO.

1.5. Aucune nuisance sonore ni olfactive n'est attribuable aux sites de RADIALL.

1.6. Déchets

Les déchets sont en grande majorité des chutes d'usinage en laiton de Voiron, ainsi que des boues d'hydroxydes métalliques issues du retraitement des eaux de Voreppe. Les copeaux sont revalorisés et les boues traitées dans des installations agréées. Elles ont représenté 27 tonnes en 2002.

1.7. Aucun rejet dans le sol n'est effectué sous forme liquide ou solide.

2. Les mesures prises pour l'environnement

2.1. Sur les sites de Voiron, Isle d'Abeau et Château-Renault, un audit environnement a été réalisé au cours de l'année 2001.

Les éventuelles non conformités réglementaires ont été identifiées et des plans d'actions ont été mis en place afin d'atteindre ces conformités et de minimiser les impacts les plus importants.

Sur le site de Voreppe, une analyse environnementale a été réalisée en 1999 et un Système de Management de l'Environnement selon le référentiel ISO 14001 a été construit.

Ces différents plans d'actions ont permis de :

- limiter les rejets dans l'air (solvants, trichlo, cyanure ...) de plusieurs tonnes.
- réduire les rejets dans l'eau,
- d'organiser sur chaque site une collecte et une gestion efficace des déchets.

2.2. La certification ISO 14001 est obtenue et maintenue pour les sites de Voreppe et Shanghai.

2.3. Les mesures prises pour la conformité réglementaire ont été essentiellement des régularisations de déclaration d'activité aux préfectures.

2.4. Les dispenses de prévention de pollution due à l'aménagement du site de Voreppe avec :
 - L'entretien de la station de détoxification (25 000 € en 2000),
 - L'achat d'une machine à solvants (128 000 € en 2000).

2.5. Il existe sur chaque site une personne chargée des questions relatives à l'Environnement. Pour le site de Voreppe, un Responsable Environnement gère le Système de Management.

2.6. Aucune indemnité n'a été versée par RADIALL pour cause de pollution, ni d'action de réparation engagée contre RADIALL.

3 Les objectifs donnés aux filiales

A travers la Politique Environnement Groupe, les objectifs donnés aux filiales sont les suivants :

- Respect des réglementations applicables.
- Un engagement de prévention des pollutions par une amélioration de la gestion des déchets.
- Promotion du respect de l'environnement auprès du personnel par une approche morale.

Les deux sites importants pour l'environnement sont le Traitement de Surface de Shanghai (Chine) et Bangalore (Inde).

Pour Shanghai, les points abordés en 2003 sont :

- ajout d'un filtre à solvant sur la machine de nettoyage,
- arrêt de l'utilisation des HCFC,
- amélioration de la régularisation de la station du traitement des eaux.

En Inde, les améliorations mises en place sont les suivantes :

- Amélioration de la station traitement et respect des seuils,
- Changement de procédé :
 - éliminant les vapeurs nitreuses,
 - diminuant les rejets de soude dans l'eau.



ÉVOLUTION DE L'ACTION

en k€	Plus haut	Plus bas	Dernier	BNPA (Groupe)
1998	118.91	54.88	72.26	3.77
1999	91.90	53.70	83.00	5.07
2000	218.00	76.00	180.00	7.84
2001	184.30	45.00	79.50	(1.98)
2002	80.00	29.50	35.95	(6.60)

STRUCTURE DU CAPITAL

	31/12/2002		31/12/2001	
	% actions	% droit de vote	% actions	% droit de vote
Société d'investissement RADIALL *	27.9	33.2	27.9	33.3
HODIALL *	32.5	38.7	32.4	38.6
Pierre GATTAZ	12.6	12.7	13.2	13.0
Public et divers **	27.0	15.4	26.5	15.1

* Holdings regroupant les intérêts des familles GATTAZ dans RADIALL.

** Les actions recensées détenues directement ou indirectement par le personnel représentent moins de 0,2 % du total, hors auto-contrôle.

Au 31/12/2002, RADIALL détenait au titre du contrat d'animation et d'options d'achat, 25 187 actions, soit 1,14 % du capital.

PLAN D'OPTION D'ACTIONS

N° Plan	Date assemblée	Date attribution	Nombre d'options		Prix de souscription ou d'achat €	Nombre d'actions restant à émettre	Échéances limites des levées d'options
			souscription	achat (1)			
5	05/1994	05/1999		1 400	91.47	0	05/2004
6	05/1994	04/2000	500	10 800	108.00	500	03/2005
7	05/1994	03/2001		1 875	150.00	0	03/2006

(1) modifié par l'AGE du 30 mai 1995 (remplacement d'options de souscription par des options d'achat).

ÉVOLUTION DU DIVIDENDE

Exercice	Nombre d'actions	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1997	2 057 180	0.69	0.34	1.03
1998	2 057 180	0.64	0.32	0.96
1999	2 117 180	0.72	0.36	1.08
2000	2 217 960	0.94	0.47	1.41
2001	2 217 960	0.00	0.00	0.00

Pour information, le capital a été converti en euros sans référence à une valeur nominale.

Proposition à l'AGO pour l'exercice 2002

Le Directoire a proposé à l'AGO de ne pas distribuer de dividende.

Le projet de résolutions de l'Assemblée Générale Mixte du 20 mai 2003 figure pages 50 à 53.





Comptes consolidés



C omptes consolidés

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2002

ACTIF (k€)	déc-02	déc-01
Ecart d'acquisition	4 917	5 527
Immobilisations incorporelles	1 277	1 952
Immobilisations corporelles	29 257	39 628
Immobilisations financières	1 489	1 406
Actif immobilisé	36 940	48 513
Stocks et en-cours	46 513	67 973
Clients et comptes rattachés	28 393	41 306
Autres créances et comptes de régularisation	18 393	20 071
Valeurs mobilières de placement	7 998	3 173
Disponibilités	13 115	12 535
Actif circulant	114 413	145 058
Total Actif	151 353	193 571

PASSIF (k€)	déc-02	déc-01
Capital	3 381	3 381
Primes	11 211	11 211
Réserves consolidées	110 194	120 420
Résultat part du groupe	-14 646	-4 383
Capitaux propres Groupe	110 140	130 629
Réserves consolidées des minoritaires	2 738	4 412
Résultat des minoritaires	-64	639
Intérêts minoritaires	2 674	5 051
Provisions pour risques et charges	8 557	10 434
Emprunts et dettes financières	2 911	12 186
Fournisseurs et comptes rattachés	13 096	17 677
Autres dettes et comptes de régularisation	13 975	17 594
Dettes	29 982	47 457
Total Passif	151 353	193 571

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2002

COMPTE DE RÉSULTAT (k€)	déc-02	déc-01
Chiffre d'affaires	158 556	228 083
Autres produits d'exploitation	6 234	8 004
Achats consommés	(45 874)	(71 853)
Charges de personnel	(65 397)	(76 976)
Autres Charges d'exploitation	(41 434)	(52 462)
Impôts et taxes	(3 243)	(4 277)
Dotations aux amortissements et provisions	(20 052)	(26 443)
Résultat d'exploitation	(11 210)	4 076
<i>en % CA</i>	<i>-7,1 %</i>	<i>1,8 %</i>
Charges et produits financiers	(1 078)	(1 823)
Résultat courant des entreprises intégrées	(12 288)	2 253
Charges et produits exceptionnels	(4 258)	(7 117)
Impôts sur les résultats	3 106	2 728
Résultat net des entreprises intégrées	(13 440)	(2 136)
Amortissements des écarts d'acquisition	(1 272)	(1 608)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(14 712)	(3 744)
Intérêts minoritaires	(64)	639
Résultat net part du groupe	(14 646)	(4 383)
Nombre d'actions	2 217 960	2 217 960
Résultat par action	-6,60	-1,98

TABLEAU DE FLUX FINANCIERS 2002 / 2001

en (k€)	déc-02	déc-01
Résultat d'exploitation des sociétés intégrées	(11 210)	4 076
Amortissements et provisions (hors actif circulant)	9 616	14 462
Variation du BFR d'exploitation	27 641	4 827
Diminution (augmentation) des stocks	21 459	(492)
Diminution (augmentation) des créances clients	12 913	21 213
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	(4 581)	(15 151)
Diminution (augmentation) des autres actifs et passifs	(2 149)	(743)
Autres encaissements (décaissements) liés à l'activité	(6 191)	(14 624)
Produits (frais) financiers hors provisions	16	(1 823)
Impôt sur les sociétés	3 315	(11 188)
Produits (charges) exceptionnel hors provisions	(3 802)	
Autres encaissements (décaissements)	(5 720)	(1 613)
Flux de trésorerie liés à l'activité	19 856	8 741
Acquisitions d'immobilisations	(3 787)	(19 060)
Immobilisations corporelles	(3 293)	(17 251)
Immobilisations incorporelles	(269)	(1 042)
Immobilisations financières	(225)	(767)
Valeur de cession des d'immobilisations	2 077	1 224
Incidence des variations de périmètre	(2 411)	
Flux de trésorerie liés à l'investissement	(4 121)	(17 836)
Flux de trésorerie après investissements	15 735	(9 095)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(2 062)
Dividendes versés aux minoritaires	(758)	(1 272)
Emissions d'emprunts		3 304
Remboursements d'emprunts	(4 535)	
Flux de trésorerie liés au financement	(5 293)	(30)
Incidence des variations des devises	(1 294)	1 142
Variation de la trésorerie	9 148	(7 983)

Trésorerie d'ouverture	9 982	17 965
Banques et placements	15 708	20 196
Découverts et crédits assimilés	(5 726)	(2 231)
Trésorerie de clôture	19 130	9 982
Banques et placements	20 116	15 708
Découverts et crédits assimilés	(986)	(5 726)
	9 148	(7 983)

Précision : en 2002, les titres auto-détenus figurant dans la trésorerie consolidée au bilan et dans la trésorerie de clôture au 31.12.2001, ont été reclassés en "autres encaissements (décaissements)", car peu liquides et à échéances généralement supérieures à un an.

1. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés de la Société Radiall sont arrêtés conformément à la loi du 3 janvier 1985, à son décret d'application du 17 février 1986, et à l'arrêté du 22 juin 1999 concernant le règlement 99-02 du CRC.

1.1 Méthodes de consolidation

Les sociétés contrôlées exclusivement sont consolidées par intégration globale. Il n'y a pas de sociétés contrôlées conjointement ou dans lesquelles Radiall exerce une influence notable. La consolidation est réalisée à partir de comptes arrêtés au 31 décembre pour toutes les sociétés consolidées.

Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.

1.2 Conversion des comptes et états financiers des sociétés étrangères exprimés en devises

Les bilans des sociétés étrangères sont convertis en Euros au taux de change de fin de période ; les comptes de résultat sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont inclus dans les capitaux propres au poste « écart de conversion ».

1.3 Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction ; les créances et dettes libellées en devises à la clôture de l'exercice sont converties au taux de clôture ; les écarts de conversion sont inscrits en compte de résultat.

1.4 Dépenses de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont enregistrés en totalité en charge de l'exercice.

2. METHODES D'ÉVALUATION

2.1 Immobilisations incorporelles

Les écarts d'acquisition résultent de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de situation nette correspondante réestimée et retraitée aux normes du groupe. Ils sont amortis linéairement sur des durées comprises entre 5 et 10 ans. Au cas par cas, lorsqu'il y a un risque de perte de valeur, une accélération de la survaleur peut-être constatée dans les résultats.

Les autres immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur valeur historique, et sont amorties de façon linéaire sur des durées comprises entre 1 an et 5 ans.

2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût historique. Elles sont amorties selon le mode linéaire, sur la base des durées suivantes :

- constructions : 20 ans
- équipements techniques et industriels : 3 à 7 ans
- autres immobilisations corporelles : 5 à 10 ans

Les contrats de location financement relatifs aux biens mobiliers (matériels de bureaux, véhicules) sont traduits dans les comptes consolidés comme une location de biens dans la mesure où l'utilisation de la méthode préférentielle aurait eu sur le bilan et le compte de résultat un impact non significatif. Les autres biens financés par crédit-bail et présentant les caractéristiques d'une acquisition sont capitalisés.

2.3 Titres de participation non consolidés

Ils sont comptabilisés pour leur valeur d'origine à la date d'entrée ; si la situation nette de la participation concernée le justifie et sous réserve des perspectives de bénéfices, il est constitué une provision pour dépréciation des titres.

2.4 Stocks et en-cours

Les stocks de matières et composants achetés sont principalement valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré ; les en-cours et stocks de produits fabriqués sont généralement valorisés au coût de fabrication réel.

Une provision pour dépréciation des stocks est comptabilisée lorsque les stocks présentent des risques d'obsolescence.

2.5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale ; les créances sont dépréciées par voie de provision en cas de risque de non recouvrement.

2.6 Valeurs mobilières de placement, titres auto-détenus et trésorerie nette

Les valeurs de placement et disponibilités nettes sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition, et de leur valeur de marché. Les actions Radiall auto-détenues sont destinées soit à l'animation du cours de bourse, soit à servir des plans de stocks-options. Ces actions sont valorisées sur la base des 20 derniers cours de bourse.

La trésorerie nette est constituée des titres auto-détenus, des VMP nettes de provisions et des disponibilités déduction faite des découverts et lignes à court terme.

2.7 Impôts différés

La charge d'impôt sur le résultat correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigée des impositions différées. Ces dernières sont calculées selon la méthode du report variable sur toutes les différences existant de façon temporaire entre les résultats comptables d'un exercice et les bases retenues pour le calcul de l'impôt ; elles sont calculées en prenant en compte le taux futur d'impôt sur les sociétés à sa date d'application.

Lorsque les entités fiscales sont en situation déficitaire, les actifs d'impôts sont limités au montant des passifs d'impôts différés enregistrés, sauf si la possibilité de report en arrière de déficits fiscaux est définitivement acquise.

A

nnexe sur les comptes consolidés

2.8 Provisions pour risques et charges

2.8.1 Provisions pour indemnités de départ à la retraite

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays, nos engagements sont comptabilisés en charge à la valeur la plus probable de réalisation.

Les indemnités pour fin de carrière dues aux salariés, estimées à partir de paramètres statistiques prenant en compte l'ancienneté, l'âge, et la revalorisation probable des rémunérations, sont prises en charge dans les comptes de l'entreprise par le transfert partiel de leur gestion à une compagnie d'assurances, et par le biais de provision pour la partie complémentaire.

2.8.2 Provisions pour restructurations

Le coût des restructurations est intégralement provisionné dans l'exercice lorsque le principe de ces mesures a été décidé et annoncé avant l'arrêté des comptes. Ce coût correspond aux indemnités de licenciement, aux préretraites, aux coûts de préavis non réalisés et coûts de formation associés, aux fermetures d'exploitation et mises aux rebus d'immobilisations, stocks et autres actifs.

2.8.3 Autres provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en-cours rendent probables.

2.9 Instruments financiers

Le Groupe utilise des couvertures d'assurance ou des instruments financiers pour gérer et réduire ou limiter son exposition

aux risques de variation des cours de change et de taux d'intérêt le cas échéant. Les pertes et profits liés à ces opérations sont comptabilisés en opérations financières.

3. AUTRES INFORMATIONS

3.1 Evolution du périmètre de consolidation

D'une part, RADIALL a procédé à une simplification de son organigramme en ayant dissout la société RADIALL MICRO-WAVE COMPONENTS Ltd (UK), société sans activité depuis plusieurs années. Cette opération n'a aucune incidence sur les comptes.

D'autre part, RADIALL a porté sa participation directe dans SHANGHAI RADIALL ELECTRONICS Co Ltd (Chine) de 56 % à 76 % en acquérant auprès de son partenaire local 20% du capital. La survaleur correspondante a été portée au compte "écarts d'acquisition".

3.2 Information sectorielle.

RADIALL a un objet principal quasi-unique qui est la fabrication de connecteurs et composants associés trouvant leurs débouchés dans des applications électroniques.

Cependant, pour améliorer la connaissance de l'entreprise et de ses applications, l'entreprise fournit la répartition de son activité par zone géographique ainsi que par segment significatif de marché.

Elle communique également les informations disponibles par zone géographique.

Sociétés consolidées par intégration globale	Pays	% d'intérêt
RADIALL SA	France	100
RADIALL VENTURE CAPITAL	France	80
RADIALL Ltd	Grande Bretagne	100
RADIALL Gmbh	Allemagne	100
RADIALL B.V.	Pays Bas	100
RADIALL A.B.	Suède	100
RADIALL ELETTRONICA SRL	Italie	100
RADIALL Inc	USA	100
RADIALL JERRIK Inc	USA	100
RADIALL LARSEN Inc	USA	100
FUTURISTICS COMPONENTS Inc	USA	100
RADIALL DO BRASIL COMPONENTES EL. LTDA	Brésil	99,37
RADIALL ELECTRONICS (ASIA) Ltd	Hong Kong	55
RADIALL INTERNATIONAL Ltd	Hong Kong	100
RADIALL PROTECTRON Ltd	Inde	51
NIHON RADIALL KK	Japon	65
SHANGHAI RADIALL ELECTRONICS CO. Ltd	Chine	75,95

Notes sur les comptes consolidés

1. ECARTS D'ACQUISITION

en k€	31-déc.-01	Acquisitions	Dotations	Ecart de conversion	Cessions	31-déc.-02
Valeurs Brutes	11 331	1 337		(1 447)		11 221
Amortissements	-5 804		(1 272)	772		-6 304
Valeurs nettes	5 527	1 337	(1 272)	(675)	0	4 917

RADIALL a acquis 20% supplémentaires du capital de sa J.V. RADIALL SHANGHAI, auprès de son partenaire local portant ainsi sa participation à hauteur de 80 % du capital. L'écart d'acquisition constaté en 2003 est la conséquence de cette augmentation.

2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

en k€	31-déc.-01	Reclassements	Acquisitions	Ecart de conversion	Cessions	31-déc.-02
Frais d'établissement	159			(18)		141
Brevets licences	6 409	104	269	(220)	(517)	6 045
Fonds commercial	609			(86)		523
Autres immo. incorporelles	205			(32)		173
Total valeurs brutes	7 382	104	269	(356)	(517)	6 882

en k€	31-déc.-01	Reclassements	Dotations	Ecart de conversion	Cessions	31-déc.-02
Frais d'établissement	120		13	(15)		117
Brevets licences	4 768		789	(173)	(390)	4 995
Fonds commercial	339		26	(43)		322
Autres immo. incorporelles	203			(31)		171
Total amortissements	5 430	0	828	(262)	(390)	5 605

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

en k€	31-déc.-01	Reclassements	Acquisitions	Ecart de conversion	Cessions	31-déc.-02
Terrains	1 184		38	(60)		1 162
Constructions	23 138	1 784	577	(714)	(1 397)	23 389
Immobilisations techniques	77 819	3 081	1 951	(2 664)	(7 814)	72 373
Autres immobilisations	11 513	417	183	(691)	(1 377)	10 046
Immobilisations en cours	4 002	(3 780)	347	(1)		567
Avances et acomptes	1 750	(1 606)	197			341
Total valeurs brutes	119 406	(104)	3 293	(4 130)	(10 588)	107 878

en k€	31-déc.-01	Reclassements	Dotations	Ecart de conversion	Cessions	31-déc.-02
Terrains						
Constructions	13 639	(26)	1 106	(197)	(1 170)	13 353
Immobilisations techniques	57 956	636	6 760	(1 839)	(6 174)	57 339
Autres immobilisations	8 183	(610)	2 118	(467)	(1 294)	7 929
Total amortissements et prov.	79 778	0	9 984	(2 503)	(8 638)	78 621

Notes sur les comptes consolidés

3 bis. IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

en k€	31.12.2001	31.12.2002	Variation
Europe	27 710	20 703	-25 %
Amériques	7 699	5 584	-27 %
Reste du monde	4 219	2 971	-30 %
Totaux	39 628	29 258	-26 %

4. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

en k€	31-déc.-01	Reclassements & modif périmètre	Acquisitions	Ecart de conversion	Cessions	31-déc.-02
Autres titres immobilisés	904	(484)	700	(1)		1 120
Autres immos financières	502	484	61	(35)	(536)	476
Prêts						0
Total valeurs brutes	1 406	0	761	(36)	(536)	1 596

Les autres titres immobilisés font l'objet d'une dépréciation de 107 k€.

5. STOCKS ET ENCOURS

en k€	31.12.2001	31.12.2002	Variation
Matières premières et appro.	59 581	46 155	-22,5 %
Encours de biens et services	6 357	4 037	-36,5 %
Produits inter et finis	26 117	19 861	-24,0 %
Total valeurs brutes	92 055	70 054	-23,9 %
Provision matières premières et appro.	(17 202)	(18 041)	4,9 %
Provision produits finis	(6 881)	(5 499)	-20,1 %
Total provisions	(24 083)	(23 540)	-2,3 %
Valeurs nettes	67 972	46 513	-31,6 %
% de provision	-26,2 %	-33,6 %	

5 bis. STOCKS ET ENCOURS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

en k€	31.12.2001	31.12.2002	Variation
Europe	49 899	35 788	-28 %
Amériques	14 384	7 038	-51 %
Reste du monde	3 690	3 686	0 %
Totaux	67 973	46 512	-32 %

Notes sur les comptes consolidés

6. CLIENTS

en k€	31.12.2001	31.12.2002	Variation
Clients	43 892	30 296	-31,0 %
Provision	(2 586)	(1 902)	-26,4 %
Valeur nette	41 306	28 393	-31,3 %
% de provision	-5,9 %	-6,3 %	

7. AUTRES CRÉANCES

en k€	31.12.2001	31.12.2002
Avances et acomptes sur commandes	63	18
Autres créances	4 421	3 580
Impôts société	6 996	2 562
Carry back	1 900	6 843
Impôts différés actif	5 532	4 417
Charges constatées d'avance	923	743
Ecart de conversion actif	236	229
Total	20 071	18 393

Hormis les créances de carry back et d'impôts différés, toutes les créances ci-dessus ont une échéance inférieure à 1 an.

8. TRÉSORERIE NETTE

en k€	31.12.2001	31.12.2002
Titres auto détenus	3 030	3 057
Autres valeurs mobilières	1 270	7 001
Provisions sur titres	(1 127)	(2 060)
Total VMP nettes	3 173	7 998
Disponibilités	12 535	13 115
Trésorerie à l'actif	15 708	21 113
Découverts et lignes CT	(5 726)	(986)
Trésorerie nette	9 982	20 127

Les autres valeurs mobilières de placement ont principalement été acquises au 4^e trimestre 2002. Leur valeur est proche de leur valeur de clôture, sans plus value potentielle significative.

Le portefeuille des autres valeurs mobilières de placement est essentiellement constitué de SICAV et FCP monétaires ou assimilés.

Notes sur les comptes consolidés

9. CAPITAUX PROPRES

en k€	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat groupe	Part du groupe	Réserves minoritaires	Résultats minoritaires	Parts des minoritaires
31 décembre 2000	3 381	11 211	103 510	17 082	135 184	2 710	1 264	3 974
Affectation résultat N-1			15 020	-15 020		1 264	-1 264	
Résultat N				-4 383	-4 383		639	639
Distribution de dividendes				-2 062	-2 062	-1 272		-1 272
Variation de périmètre						1 429		1 429
Ecart de conversion			1 890		1 890	281		281
31 décembre 2001	3 381	11 211	120 420	-4 383	130 629	4 412	639	5 051
Affectation résultat N-1			-4 383	4 383	0	639	-639	0
Résultat N				-14 646	-14 646		-64	-64
Distribution de dividendes					0	-758		-758
Variation de périmètre					0	-1 074		-1 074
Ecart de conversion			-5 843		-5 843	-481		-481
31 décembre 2002	3 381	11 211	110 194	-14 646	110 140	2 739	-64	2 674

Au 31/12/2002, les plans d'options de souscription en cours sont les suivants :

- ouvertes au 01/01/2002 : 500
- ouvertes dans l'année : 0
- exercées dans l'année : 0
- devenues caduques : 0
- ouvertes au 31/12/2002 : 500

Les actions nominatives détenues par le même titulaire depuis au moins 4 ans, bénéficient du droit de vote double.

10. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

en k€	31-déc.-01	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de change & divers	31-déc.-02
Indemnités de fin de carrière	1 752		(723)			1 030
Impôts différés	202		(29)			173
Risques techniques et commerciaux	601	272		(259)		614
Risque de Change	176	229	(176)			229
Divers d'exploitation	2 954	1 614	(2 083)	(41)	(1 138)	1 305
Divers exceptionnels	4 749	5 381	(3 783)	(1 142)		5 205
Total	10 434	7 496	(6 794)	(1 442)	(1 138)	8 557

Les provisions pour risques divers exceptionnels incluent pour 3 449 K€ de coûts de restructurations au 31 décembre 2002.

Les reprises de provisions utilisées comprennent pour 3 281 k€ en "divers exceptionnels" les reprises de provisions dotées en 2001 ayant couvert les coûts de restructurations opérées en 2002.

Les reprises de provisions non utilisées comprennent, pour 705 k€ en "divers exceptionnels" les reprises de provisions pour coûts de restructuration devenus inutiles, et pour 208 k€, une provision pour charge locative devenue sans objet.

Notes sur les comptes consolidés

11. ÉCHÉANCIER DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

en k€	- 1an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans	31-déc.-02	31-déc.-01
Emprunts à moyen terme				0	4 113
Avances remboursables	203	100	197	500	442
Autres emprunts et dettes financières				0	449
Contrats de crédit-bail	128	598	699	1 425	1 455
Crédits de trésorerie	986			986	5 726
Total	1 317	698	896	2 911	12 186

en k€	- 1an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans	31-déc.-02	31-déc.-01
Dettes en EURO	686	698	896	2 280	7 507
Dettes en USD	601			601	4 113
Dettes autres devises	29			29	567
Total	1 317	698	896	2 911	12 186

Les emprunts et dettes financières ne font pas l'objet de couvertures contre les risques de taux ou de change, du fait de leur caractère non significatif.

12. AUTRES DETTES

en k€	31.12.2001	31.12.2002
Avances sur commande	2 532	1 669
Impôt sur les bénéfices	1 796	982
Autres dettes fiscales et sociales	11 562	9 327
Dettes sur immobilisations	826	162
Autres dettes	316	1 782
Ecart de conversion passif	562	53
Total	17 594	13 975

13. INSTRUMENTS FINANCIERS

13.1 Risques de change

L'entreprise, dans le cadre de sa politique de couverture contre l'exposition aux risques de change a mis en place les opérations suivantes au 31.12.2002 :

- ventes à terme fermes : 4 500 K USD
- ventes à terme optionnelles, total des contrats : 1 750 K USD (dont part accumulée au 31/12/2002 : 946 K USD)

Ces ventes à terme ont une échéance inférieure à 1 an.

13.2 Risques de taux

L'exposition de l'entreprise à la variation des taux d'intérêt est limitée à l'utilisation d'un taux variable pour le financement du crédit bail immobilier mis en place en 2001. L'impact d'une variation de ce taux variable n'a pas d'incidence significative sur les résultats.

14. AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Le montant du carnet de commandes clients à fin décembre 2002 s'élève à 40,7 M€.

Notes sur les comptes consolidés

15. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

en M €	déc.-02		déc.-01		Variation
	M €	%	M €	%	
France	34,9	22 %	45,3	20 %	-23 %
Autres pays d'Europe	47,8	30 %	81,3	36 %	-41 %
Amérique du nord	58,5	37 %	77,6	34 %	-25 %
Reste du Monde	17,4	11 %	23,9	10 %	-27 %
Total	158,6	100 %	228,1	100 %	-30 %

16. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

en k€	déc.-02	déc.-01	Variation
Production stockée	-8 791	-1 293	
Production immobilisée	1 112	2 293	
Subvention d'exploitation	152	64	
Reprises sur amort. & prov. d'exploitation	10 301	4 938	
Transfert de charges d'exploitation	3 066	1 379	
Autres produits	394	622	
Total	6 234	8 004	-22 %

17. ACHATS CONSOMMÉS

en k€	déc.-02	déc.-01	Variation
Achats de matières & approvisionnements	37 077	80 573	
Variation de stocks	8 798	-8 720	
Total	45 874	71 853	-36 %

18. EFFECTIFS ET FRAIS DE PERSONNEL

en k€	déc.-02	déc.-01	Variation
Salaires	49 797	58 939	-16 %
Charges sociales	15 600	18 037	-14 %
Participation des salariés		-1	0 %
Total	65 397	76 976	-15 %
France	41 336	43 754	-6 %
International	24 061	33 222	-28 %
Total Frais de personnel	65 397	76 976	-15 %

Effectifs	déc.-02	déc.-01	Variation
France	1 106	1 246	-11 %
International	617	838	-26 %
Effectif Moyen	1 723	2 084	-17 %

19. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

en k€	déc.-02	déc.-01	Variation
Autres achats non stockés	5 680	14 009	-59 %
Services extérieurs	34 372	37 748	-9%
Autres Charges	1 383	705	96 %
Total	41 434	52 462	-21 %

20. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Le montant des frais de R&D, passés en totalité en charge sur l'exercice, se monte à : + 12.1 M€

21. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS D'EXPLOITATION

en k€	déc.-02	déc.-01	Variation
Amortissements sur immobilisations	10 812	12 196	-11 %
Provisions sur actif circulant	7 124	12 497	-43 %
Provisions pour risques et charges	2 115	1 750	21 %
Total	20 052	26 443	-24 %

22. RÉSULTAT FINANCIER

en k€	déc.-02	déc.-01
Différence positive de change	2 285	3 608
Intérêts et produits assimilés	468	454
Reprises de provisions	185	768
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	2 938	4 830
Différence négative de change	2 651	4 374
Intérêts et charges financiers	86	1 024
Dotations aux provisions financières	1 278	1 255
TOTAL CHARGES FINANCIERES	4 016	6 653

23. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

en k€	déc.-02	déc.-01
Sur opérations de gestion	502	28
Sur opérations en capital	1 965	1 226
Reprises de provisions	3 783	137
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	6 250	1 391
Sur opérations de gestion	4 192	1 872
Sur opérations en capital	2 077	1 041
Dotations aux provisions	4 239	5 594
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 508	8 508

Les charges exceptionnelles incluent pour 3 174 K€, nets des reprises de provisions constituées en 2001, les coûts de restructurations engagés ou terminés durant cet exercice.

Notes sur les comptes consolidés

24. IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

24.1 Validation de l'impôt

en k€	déc.-2002	déc.-2001
Résultat avant impôt	(17 818)	(6 471)
Impôt théorique aux taux applicables dans chaque pays	5 695	2 258
Impact des charges non déductibles et revenus non taxables	(121)	467
Impôts différés non constatés sur les déficits de la période	(2 427)	
Autres	(41)	3
Charge d'impôt	3 106	2 728

Les déficits reportables, constituant des actifs d'impôts différés non comptabilisés, ont comme date d'expiration de leur imputation les échéances suivantes :

Montant en K€	Année
2 343	2 007
5 722	indéfiniment

24.2 Charge d'impôt

en k€	déc.-2002	déc.-2001
Impôts exigibles	4 332	1 153
Impôts différés	(1 226)	1 575
TOTAL IMPOT	3 106	2 728

Les impôts différés proviennent essentiellement des différences temporaires.

25. RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Le montant de la rémunération des mandataires sociaux s'est élevé à 491 240 €.



Rapport des commissaires aux comptes

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société RADIAL L relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2002, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Antony et Paris La Défense, le 30 avril 2003

CHRISTIAN COMERMAN

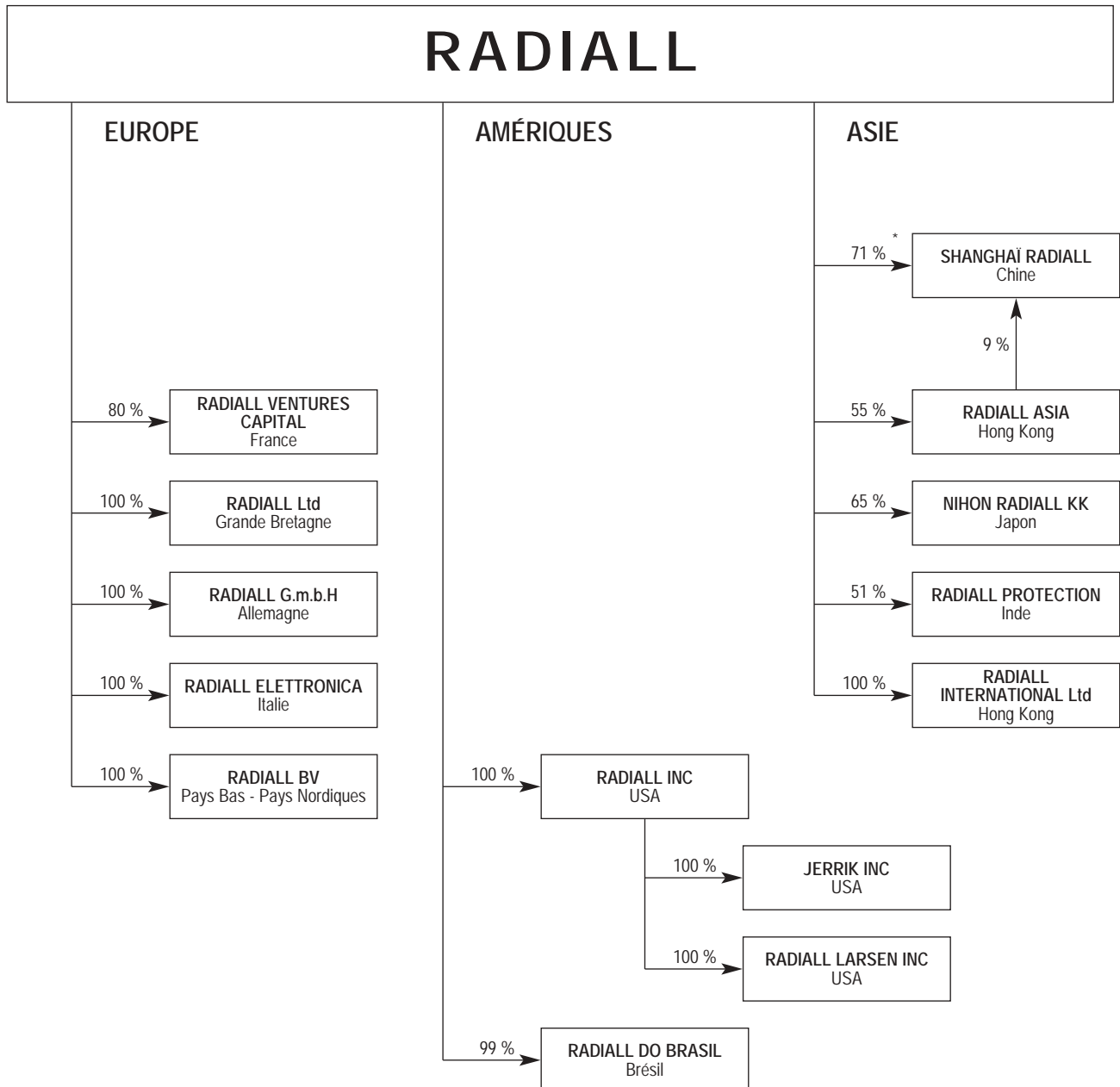
Christian COMERMAN

MAZARS & GUÉRARD

Denis GRISON



Organigramme au 1^{er} janvier 2003



* RADIALL a porté sa participation de 51 % à 71 % en 2002.



Comptes sociaux



BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2002

Actif en k€	2002			2001
	Brut	Amort. & Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles	4 494	3 612	882	1 199
Brevets licences	708	501	207	195
Logiciel	3 716	3 041	675	1 004
Fonds commercial	70	70	0	0
Immobilisations corporelles	79 453	61 567	17 886	24 334
Terrains	690	0	690	690
Constructions	16 040	10 588	5 452	5 629
Installation technique	56 258	45 096	11 162	12 813
Autres immobilisations	5 614	5 883	(269)	973
Immobilisations en cours	510	0	510	2 479
Avances et acomptes	341	0	341	1 750
Immobilisations financières	27 238	1 624	25 614	25 337
Participations	26 893	1 624	25 269	24 786
Autres titres immobilisés	288	0	288	484
Autres immos financières	57	0	57	67
Prêts	0	0	0	0
Total actif immobilisé	111 185	66 803	44 382	50 870
Actif circulant			0	0
Stocks et encours	45 647	15 814	29 833	39 700
Matières premières et approvisionnements	32 366	13 016	19 350	27 334
Encours de biens et services	3 121		3 121	3 971
Produits inter et finis	10 160	2 798	7 362	8 395
Créances clients et rattachés	21 667	57	21 610	37 113
Autres actifs	13 476	0	13 476	13 615
Avances et acomptes sur commandes	18	0	18	63
Autres créances	12 486	0	12 486	12 308
Charges constatées d'avance	743	0	743	1 068
Ecart de conversion actif	229	0	229	176
Trésorerie	11 239	2 060	9 179	3 647
Actions propres	3 058	2 060	998	1 903
Autres valeurs	6 423	0	6 423	661
Disponibilités	1 758	0	1 758	1 083
Total actif circulant	92 029	17 931	74 098	94 075
Total actif	203 214	84 734	118 480	144 945

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2002

Passif en k€	2002	2001
Capitaux propres		
Capital	3 381	3 381
Prime d'émission, de fusion, d'apport	21 179	21 179
Réserves légales	338	338
Réserves statutaires et contractuelles	65 179	65 179
Réserves réglementées	4 164	3 766
Report à nouveau	2 288	3 300
Résultat de l'exercice	(8 564)	(614)
Subvention d'investissement	3	5
Provisions réglementées	4 503	4 005
Total capitaux propres	92 471	100 539
Provisions		
Pour risques	5 534	6 220
Pour charges	1 029	1 752
Total provisions	6 563	7 972
Dettes		
Dettes financières	1 105	9 294
Emprunts et dettes etab crédit	355	5 312
Emprunts et dettes financières	750	3 982
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 926	16 898
Autres dettes	7 416	10 242
Avance et acompte sur commandes	311	1 279
Dettes fiscales et sociales	6 855	7 517
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	162	855
Autres dettes	35	48
Ecart conversion passif	53	543
Total dettes	19 446	36 434
Total passif	118 480	144 945

COMPTE DE RÉSULTAT 2002

en k€	2002	2001
Produits d'exploitation		
Ventes de production	92 698	130 825
Ventes de services	70	287
Total du chiffre d'affaires	92 768	131 112
Production stockée	(1 319)	619
Production immobilisée	962	1 397
Subvention d'exploitation	152	64
Reprise de provisions, amortissements et transfert de charges	3 262	2 574
Autres produits	462	1 170
Total des produits d'exploitation	96 287	136 937
Charges d'exploitation		
Achats de matières et approvisionnements	23 463	52 296
Variation de stocks	5 422	(7 540)
Autres achats et charges externes	24 624	32 934
Impôts, taxes et charges assimilées	2 836	3 818
Salaires	30 117	31 425
Charges sociales	11 219	12 330
Dotations		
aux amortissements sur immobilisations	7 369	7 232
aux provisions sur actifs circulants	3 175	6 384
aux provisions pour risques et charges	1 066	2 056
Autres charges	324	532
Total des charges d'exploitation	109 615	141 466
Résultat d'exploitation	(13 328)	(4 528)
Produits financiers		
Produits financiers	3 540	6 617
Différence positive de change	2 119	3 716
Total des produits financiers	5 659	10 333
Charges financières		
Charges financières	2 195	1 753
Différence négative de change	2 032	3 357
Total des charges financières	4 227	5 110
Résultat financier	1 432	5 223
Résultat courant avant impôts	(11 896)	695
Produits exceptionnels	6 809	2 609
Charges exceptionnelles	8 419	6 542
Résultat exceptionnel	(1 610)	(3 933)
Participation	0	0
Impôts sur les bénéfices	(4 942)	(2 625)
Total des produits	108 755	149 879
Total des charges	117 319	150 493
Résultat net	(8 564)	(614)

Annexes sur les comptes sociaux

1. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes sociaux de la Société Radiall sont arrêtés conformément à la loi du 3 janvier 1985, à son décret d'application du 17 février 1986, et à l'arrêté du 22 juin 1999 concernant le règlement 99-02 du CRC.

2. PRINCIPES & METHODES D'EVALUATION

2.1 Principe d'évaluation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Pour les immobilisations qui le justifient, elles sont enregistrées à leur valeur d'apport à la date d'entrée.

2.2 Dépenses de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont enregistrés en totalité en charge de l'exercice.

2.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur valeur historique, et amorties de façon linéaire sur des durées comprises entre 1 an et 5 ans.

2.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire, sur la base des durées suivantes :

- constructions : 20 ans
- équipements techniques et industriels : 3 à 7 ans
- autres immobilisations corporelles : 5 à 10 ans

2.5 Titres de participation

Si la situation nette de la participation concernée le justifie et sous réserve des perspectives de bénéfices, il est constitué une provision pour dépréciation des titres.

2.6 Stocks et encours

Les stocks de matières et composants achetés sont principalement valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré ; les en-cours et stocks de produits fabriqués sont généralement valorisés au coût de fabrication réel.

Une provision pour dépréciation des stocks est comptabilisée lorsque les stocks présentent des risques d'obsolescence.

2.7 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées par voie de provision en cas de risque de non recouvrement.

2.8 Valeurs mobilières de placement, titres auto-détenus et trésorerie nette

Les valeurs de placement et disponibilités nettes sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition, et de leur valeur de marché.

Les actions Radiall auto-détenues sont destinées soit à l'animati-

on du cours de bourse, soit à servir des plans de stocks-options. Ces actions sont valorisées sur la base des 20 derniers cours de bourse.

La trésorerie nette est constituée des titres auto-détenus, des VMP nettes de provisions et des disponibilités déduction faite des découverts et lignes à court terme.

2.9 Provisions pour risques et charges

2.9.1 Provisions pour indemnités de départ à la retraite

Les indemnités pour fin de carrière dues aux salariés français, évaluées à partir d'une simulation actuarielle sont prises en charge dans les comptes de l'entreprise. La gestion de ces engagements est partiellement confiée à une compagnie d'assurances, le complément étant enregistré en provision pour risque et charge.

2.9.2 Provisions pour restructurations

Le coût des restructurations est intégralement provisionné dans l'exercice lorsque le principe de ces mesures a été décidé et annoncé avant l'arrêté des comptes. Ce coût correspond aux indemnités de licenciement, aux préretraites, aux coûts de préavis non réalisés et coûts de formation associés, aux fermetures d'exploitation et mises aux rebuts d'immobilisations, stocks et autres actifs.

2.9.3 Autres provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en-cours rendent probables.

2.10 Instruments financiers

Le Groupe utilise des couvertures d'assurance ou des instruments financiers pour gérer et réduire ou limiter son exposition aux risques de variation des cours de change et de taux d'intérêt le cas échéant ; les pertes et profits liés à ces opérations sont comptabilisés en opérations financières.

3. AUTRES INFORMATIONS

3.1 Modifications ou Changements de méthodes.

Les comptes 2002 ont été arrêtés dans le strict respect des méthodes passées.

3.2 Evolution des titres de participation

D'une part, RADIALL a procédé à une simplification de son organigramme en ayant dissous la société RADIALL MICRO-WAVE COMPONENTS Ltd (UK), société sans activité depuis plusieurs années. Cette opération n'a aucune incidence significative sur les comptes.

D'autre part, RADIALL a porté sa participation directe dans SHANGHAI RADIALL ELECTRONICS C. Ltd (Chine) de 51 % à 71 % en acquérant auprès de son partenaire local 20 % du capital.



Notes sur les comptes sociaux

1. ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

en k€	31/12/2001	Acquis	Transfert	Cessions	31/12/2002
Terrains	690				690
Constructions	15 544	209	354	(67)	16 040
Immobilisations techniques	56 115	2 290	1 769	(3 916)	56 258
Autres immobilisations	5 618	201	37	(242)	5 614
Immobilisations en cours	2 479	295	(2 264)		510
Avances et acomptes	1 750	197		(1 606)	341
Total	82 196	3 192	(104)	(5 831)	79 453

En 2002 les investissements ont été en nette régression par rapport aux années antérieures. Malgré tout, les immobilisations de remplacement ont été maintenues.

Les immobilisations en cours, les avances et acomptes sur immobilisations, sont essentiellement des dépenses effectuées pour l'acquisition d'immobilisations techniques. En cours d'année, le reclassement du poste "avances et acomptes" se fait avec le poste fournisseurs d'immobilisations.

L'écart de 104 K€ correspond à l'acquisition de licences qui se trouvaient en immobilisation en cours en 2001.

2. ÉVOLUTION DES AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

en k€	31/12/2001	Augmentation	Diminution	31/12/2002
Terrains	0	0	0	0
Constructions	9 915	737	(64)	10 588
Immobilisations techniques	43 302	5 481	(3 687)	45 096
Autres immobilisations	4 645	1 478	(240)	5 883
Total	57 862	7 696	(3 991)	61 567

3. ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

en k€	31/12/2001	Augmentation	Diminution	31/12/2002
Titres de participation	24 929	2 412	(448)	26 893
Autres titres	484		(196)	288
Autres immobilisations financières	67		(10)	57
Total	25 480	2 412	(654)	27 238

La Société RADIALL SA a racheté au mois de juillet 2002, 20 % de parts de la société Radiall Shanghai, portant ainsi sa participation à 71 %. La Société RMC, qui n'était plus active depuis plusieurs années a été complètement liquidée en décembre 2002.



Notes sur les comptes sociaux

4. EVOLUTION DES STOCKS BRUTS

en k€	31/12/2002	31/12/2001	Variation
Matières premières et approvisionnements	32 366	37 788	(5 422)
Encours de bien et services	3 121	3 971	(850)
Produits intermédiaires et finis	10 160	10 629	(469)
Total des valeurs brutes	45 647	52 388	(6 741)
Provisions pour matières prem.et approv.	13 016	10 454	2 562
Provisions pour produits finis	2 798	2 234	564
Total des provisions	15 814	12 688	3 126
Total des valeurs nettes	29 833	39 700	(9 867)
% de provision	34,6	24,2	

5. CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Ce poste correspond au montant des créances clients et effets reçus. Ce dernier poste inclut les effets à échéance pour un montant de 2 294 euros. Les échéances de ces postes sont inférieures à 1 an.

5 bis. DÉTAIL DES AUTRES CRÉANCES

en k€	2002			2001		
	- 1an	+ 1an	Total	- 1an	+ 1an	Total
Carry back		6 845	6 845		1 900	1 900
Impôt sur les sociétés	53	835	888	3 957	823	4 780
Autres créance sur l'état	1 827		1 827	1 965		1 965
Groupe	2 845		2 845	3 513		3 513
Compte de régularisations diverses	1 071		1 071	1 457		1 457
Total	5 796	7 680	13 476	10 892	2 723	13 615

La créance d'impôt société à plus d'un an correspond au crédit d'impôt recherche et à diverses retenues à la source qui demeureront imputables sur les impôts futurs.

6. INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Placement en Sicav de Trésorerie :	6 423 K€
Actions RADIALL auto-détenues :	
– Actions propres selon le contrat d'animation :	260 K€
– Actions propres pour option d'achat :	2 798 K€

La société détient au 31.12.2002, 26 409 actions propres pour un montant de 3 058 K€.

3 859 actions ont été acquises au titres d'un contrat d'animation du cours de bourse pour une valeur de de 260 K€.

8 475 actions ont été acquises en vue de couvrir des plans d'options à venir, et 14 075 actions ont été acquises et portées en compte bloqué en attente de rachat par les bénéficiaires des plans de stocks-options.

Au 31 décembre, ces actions ont été dépréciées pour un montant de 2 060 K€.

Notes sur les comptes sociaux

7. ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

	en k€
Capitaux propres de la société au 31 12 2001	100 539
Variation subvention investissement	(2)
Variation des provisions réglementées	498
Résultat 2002	(8 564)
Capitaux propres de la société au 31 12 2002	92 471

Le capital social de la Société n'a pas subi de changement en 2002. Il s'élève à 3 381 268 € pour 2 217 960 actions sans valeur nominale.

Au 31/12/2002 les plans d'options de souscription en cours sont les suivants :

	Nombre d'actions
- ouvertes au 01/01/2002	500
- ouvertes dans l'année	0
- exercées dans l'année	0
- devenues caduques	0
- ouvertes au 31/12/2002	500

Les actions nominatives détenues par le même titulaire depuis plus de 4 ans, bénéficient du droit de vote double.

8. LES PROVISIONS

en k€	31/12/2001	Augmentation	Reprise	Devenues sans objet	31/12/2002
Amortissements dérogatoires	4 005	1 781	(1 283)		4 503
Total	4 005	1 781	(1 283)	0	4 503
Risques de change	176	228	(176)		228
Risques techniques et commerciaux	1 456	1 054	(285)		2 225
Risques divers	4 588	2 072	(2 636)	(943)	3 081
Total provisions pour risques	6 220	3 354	(3 097)	(943)	5 534
Indemnités de fin de carrière (nettes)	1 752		(723)		1 029
Total provisions pour charges	1 752	0	(723)	0	1 02

Les provisions pour risques incluent une provision pour restructuration relative à un nouveau plan social pour un montant de 2 051 K€. En ce qui concerne le plan social provisionné en 2001, la provision au 31/12/2002 comprend un montant de 706 K€ correspondant au solde de charges à payer au début de l'exercice 2003.

R A D I A L L 41

Notes sur les comptes sociaux

9. ÉCHÉANCIER DES DETTES

en k€	2002			2001		
	- 1an	+ 1an	Total	- 1an	+ 1an	Total
Emprunt et dettes auprès des établissements de crédit	355		355	5 312		5 312
Dettes financières diverses		389	389		381	381
Compte courant groupe	361		361	3 601		3 601
Effets à payer	2 785		2 785	1 994		1 994
Fournisseurs	8 303		8 303	14 904		14 904
Avances et acomptes	311		311	1 279		1 279
Impôts société						
Dettes fiscales et sociales	6 854		6 854	7 517		7 517
Autres	88		88	1 446		1 446
Total	19 057	389	19 446	36 053	381	36 434

10. CHARGES À PAYER ET PRODUITS À RECEVOIR COMPRIS DANS LES POSTES DE BILAN

Les charges à payer et produits à recevoir, compris dans les postes de bilan, ne sont de caractère ni significatif, ni exceptionnel, et ne présentent pas de variation particulière d'une année sur l'autre.

11. ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

en k€	31/12/2001	31/12/2001
Participations (Montant bruts)	26 893	24 926
Créances clients et comptes rattachés	8 656	17 401
Autres créances	21	3 680
Emprunts et dettes financières diverses (Comptes courants)	2 742	(3 205)
Autres dettes	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(1 252)	(4 069)

12. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Dans le cadre de sa politique de couvertures de change Radiall s'est engagé pour des échéances allant de janvier à décembre 2003 de la manière suivante :

– ventes à terme fermes : 4 500 K USD

– ventes à terme optionnelles, total des contrats : 1 750 K USD (dont part accumulée au 31/12/2002 : 946 K USD).

Ces ventes à terme ont une échéance inférieure à un an.



Notes sur les comptes sociaux

13. LE CHIFFRE D'AFFAIRES

en k€	2002	2001
FRANCE	34 856	45 338
Avec les entreprises liées		
INTERNATIONAL	57 912	85 774
Avec les entreprises liées	39 672	59 523
Autres	18 240	26 251
total	92 768	131 112

14. SERVICES EXTÉRIEURS

Ce poste inclut entre autres les charges de sous-traitance (montant de 3 524 K€ en diminution de 37 % par rapport à 2001) et les charges intérimaires pour un montant de 3 036 K€ (en baisse de 46 % par rapport à 2001).

15. FRAIS DE PERSONNEL

Suite au plan social qui a eu lieu à compter d'octobre 2002 les effectifs sont en baisse importante au 31 12 2002 (-14 %).

Les départs s'étant surtout produits sur la fin de l'année, la masse salariale n'a subi qu'une diminution de 4 %.

Le plan social ayant été provisionné en 2001, les coûts des départs n'ont pas d'incidence sur les coûts de personnels de 2002.

A la différence des comptes consolidés, les frais de personnel n'incluent pas la participation des salariés aux fruits de l'expansion qui demeure en charges exceptionnelles (sans impact sur 2002).

16. REPRISE SUR AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES

Ce poste correspond à des reprises de provisions pour dépréciation de comptes clients (241 k€), des reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation devenues sans objet, des transferts de charges (605 k€) et des dépréciations de stocks devenus obsolètes (27 k€). Les transferts de charges d'exploitation (2 389 K€) sont essentiellement constitués de charges salariales et autres charges liées au 1^{er} plan social et transférées en charges exceptionnelles.

17. AUTRES PRODUITS DE GESTION

Ce poste relativement stable n'appelle pas de commentaire.

18. RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier est principalement constitué des dividendes encaissés des filiales pour 3 048 k€, du résultat de change pour 868 k€ et des dotations financières pour - 2 652 k€.

19. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel est principalement constitué de plus values sur cessions d'immobilisations pour 855 k€, des reprises de provisions pour risques et charges de 1 031 k€, de dotations nettes aux amortissements dérogatoires de - 498 k€ et de coûts de restructurations de 3 005 k€.

20. PARTICIPATION DES SALARIÉS

Il n'y a pas cette année de participation des salariés aux fruits de l'expansion.

21. IMPOTS SOCIÉTÉ

Cette année l'entreprise n'a pas enregistré de crédit d'impôt recherche. Par contre elle a constaté une créance de carry back de 4 943 K€ au 31/12/2002 et dispose d'un crédit d'impôt non activé de 2 343 K€ ainsi qu'une moins-value nette restant à imputer de 1 075 K€.



IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

en k€	Avant impôt	Après impôt
Résultat courant	(11 896)	(6 902)
Résultat exceptionnel	(1 610)	(1 662)
Participation	0	0
Impôt sur les bénéfices	4 942	0
Résultat	(8 564)	(8 564)

En 2001, le crédit d'impôt recherche a été imputé sur l'impôt du résultat courant.

ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'ALLÉGER OU D'ACCROÎTRE LA DETTE FUTURE D'IMPÔT DE RADIAL

en k€	01/01/02	Augmentation	Diminution	31/12/2002
Provisions réglementées et charges à réintégrer ultérieurement				
Amortissement dérogatoires	4 005	1 781	(1 283)	4 503
Subventions d'investissement	5	0	(2)	3
Base d'impôts futurs	4 010	1 781	(1 285)	4 506
Charges non déductibles fiscalement dans l'année				
Provisions et charges non déduites temporairement	7 439	3 660	(4 535)	6 564
ORGANIC	172	121	(172)	121
Participation	0	0	0	0
Base d'impôts payés d'avance	7 611	3 781	(4 707)	6 685
Economie fiscale future (sur la base d'un impôt à 35,3%)				769

EFFECTIFS

L'effectif au 31 décembre a évolué comme suit :

en k€	31/12/2002	31/12/2001
Employés / ouvriers	567	680
Techniciens / agents maîtrise	259	301
Cadres et direction générale	205	213
Total	1 031	1 194

Le montant de la rémunération des mandataires sociaux s'est élevé à 491 240 K€.

Tableau des filiales et participations

AU 31 DÉCEMBRE 2002

en k€	Capital (1)	Réserve report à nouveau (1)	% capital détenu	Valeur comptable titres		Prêts, avance c/c	C.A. H.T. exercice 2002 (2)	Résultat Net 2002 (2)	Dividendes encaissés
				Brut	Net				
FRANCE									
RADIALL VENTURE CAPITAL	1 000	31	80,00	876	800	0	0	28	0
ETRANGER									
RADIALL GMBH (RFA)	486	187	100,00	229	229		11 647	342	1 641
RADIALL Elettronica (Italie)	257	2 547	100,00	596	596	329	5 752	434	
RADIALL BV (HOLLANDE)	16	1 246	100,00	11	11		5 398	342	0
RADIALL AB (SUEDE)	33	17	100,00	47	47		592	99	326
RADIALL INC (USA)	14 780	4 562	100,00	13 527	13 527	2 504	16 552	1 297	0
RADIALL ASIA (HONG KONG)	37	642	55,00	18	18		4 173	785	336
RADIALL do BRASIL (BRESIL)	34	(50)	99,37	683	308		98	(123)	
TRANSRADIO LTD (UK)	3 434	9 987	100,00	4 521	4 521	0	14 412	(5 929)	0
RADIALL PROTECTRON Ltd (INDE)	397	380	51,00	274	274	112	1 916	159	24
NIHON RADIALL KK (JAPON)	201	733	65,00	116	116		2 807	13	
SHANGHAI RADIALL (CHINE)	7 070	(1 090)	71,00	5 994	4 821		6 857	(1 170)	721
RADIALL INTERNATIONAL (HK)	1	144	100,00	1	1	0	1 238	147	0

(1) pour les filiales étrangères, les montants en devises locales ont été convertis aux taux de clôture.

(2) pour les filiales étrangères, les montants en devises locales ont été convertis aux taux moyen de l'exercice.

PRINCIPALES DEVICES UTILISÉES

	Taux de clôture €	Taux moyen €
Dollar	1,0487	0,9419
Dollar hong kong	8,1781	7,3467
Livre sterling	0,6505	0,6286
Couronne suédoise	9,1528	9,1585
Roupie indienne	50,3400	45,5373
Yen	124,3936	117,9941
Yuan	8,6801	7,7500
Réal	3,6899	2,5752

Résultats financiers de la société

AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

en €	1998	1999	2000	2001	2002
Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	3 136 151	3 227 630	3 381 268	3 381 268	3 381 268
b) Nombre d'actions émises	2 057 180	2 117 180	2 217 960	2 217 960	2 217 960
b) Nombre d'obligations conv.					
Résultat global des opérations effectives					
a) CA hors taxes	101 575 674	115 523 861	146 338 938	131 112 266	92 767 685
b) Bénéfice avant impôt, participation, amortissement et provision	17 670 931	15 088 598	22 791 007	15 028 546	-835 764
c) Impôt sur les bénéfices	1 371 035	3 533 354	5 517 853	-2 624 570	-4 942 410
d) Bénéfice après impôt, avant participation, amortissement et provision	16 299 897	11 555 244	17 273 154	17 653 116	4 106 646
e) Bénéfice net	10 325 981	4 881 795	9 588 552	-614 137	-8 563 838
f) Montant des bénéfices distribués	1 305 995	1 505 415	2 063 638	-	-
Résultat réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt avant amortissement, et provision	7,92	5,18	7,31	7,96	1,85
b) Bénéfice après impôt, participation amortissement et provision	5,02	2,31	4,32	-0,28	-3,86
c) Dividende versé par chaque action	0,64	0,72	0,94		
Personnel					
a) Salariés (effectif moyen)	986	1 006	1 112	1 246	1 106
b) Masse salariale	24 155 021	24 500 129	27 233 799	31 422 668	30 116 915
c) Sommes versées en avantages sociaux	9 951 537	10 325 844	10 712 091	12 018 893	11 258 980

Rapports des commissaires aux comptes



R R A D I A L L 47

Rapport général des commissaires aux comptes

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2002, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société RADIAL SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Antony et Paris La Défense, le 30 avril 2003

CHRISTIAN COMERMAN
Christian COMERMAN

MAZARS & GUÉRARD
Denis GRISON



R A D I A L L

Rapport spécial des commissaires aux comptes

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Conventions conclues au cours de l'exercice :

En application de l'article L225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 117 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Convention avec la société Radiall Ventures :

Le Conseil de Surveillance du 10 septembre 2002 a autorisé le Directoire à accorder à la société Radiall Ventures Capital une subvention d'un montant de 100 000 € afin de permettre à cette dernière de maintenir à la fin de l'exercice 2002 des capitaux propres à un niveau au moins égal à celui du capital social. Cette subvention est assortie d'une clause de retour à meilleure fortune imposant à la société Radiall Ventures Capital de procéder au remboursement de la subvention précitée si, dans les cinq années à venir, les résultats de tout exercice autorisent ce remboursement.

Dirigeants concernés : Messieurs Pierre Gattaz et Michel Churg

Convention avec la société Radiall Microwave Components Limited :

Dans le cadre de la dissolution de la société Radiall Microwave Components Limited, filiale anglaise de Radiall SA à 99,9 %, le Conseil de Surveillance du 22 Novembre 2002 a autorisé l'octroi d'une lettre de garantie signée par Radiall SA et remise aux administrateurs de Radiall Microwave Components Limited au terme de laquelle Radiall SA s'engage à tenir indemne les administrateurs de Radiall Microwave Components Limited de toutes réclamations faites à leur encontre et prenant leur cause dans des responsabilités encourues par ladite société antérieurement à la date de sa dissolution.

Dirigeant concerné : Monsieur Yvon Gattaz

Convention avec la société Hodiall :

Le Conseil de surveillance avait, lors de sa résolution en date du 15 novembre 1996, autorisé le Directoire à mettre en place une convention entre la société Hodiall et Radiall SA. Le Conseil de surveillance du 22 novembre 2002 a autorisé la conclusion d'un avenant à cette convention car des modifications sont intervenues dans la gamme des prestations fournies par la société Hodiall. Ainsi, selon l'avenant n° 6, la société Hodiall s'engage envers Radiall SA à lui fournir son assistance et ses conseils dans l'accomplissement des opérations suivantes : stratégie du Groupe, services financiers et fiscaux, gestion et communication financière, animation sociale, assistance juridique, secrétariat juridique, services administratifs et gestion des programmes d'assurance.

La rémunération versée par votre société au titre de ces prestations s'élève à 770 000 € pour l'année 2002.

Dirigeant concerné : Yvon Gattaz

Convention antérieure dont l'exécution s'est poursuivie :

Par ailleurs, en application du décret du 23 Mars 1967, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, approuvée au cours d'un exercice antérieur s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Location d'un bureau d'une superficie de 10 m² à la société Comerp, société unipersonnelle dirigée par Monsieur Yvon Gattaz pour la période allant de janvier à avril 2002, date à laquelle la société Comerep a changé de lieu de siège social. Le montant des loyers perçus au titre de cette location représente 209,68 €.

Fait à Antony et Paris La Défense, le 30 avril 2003

CHRISTIAN COMERMAN

Christian COMERMAN

MAZARS & GUÉRARD

Denis GRISON



P

R A D I A L L

49

rojet de résolutions



I - RÉSOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE D'UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire et du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2002 tels qu'ils ont été établis et présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire et du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes sociaux annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2002 tels qu'ils ont été établis et présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées ordinaires, donne aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance, quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées ordinaires, donne également quitus aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mission de vérification et de contrôle au cours du même exercice.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées par l'article L. 225-86 du Code de Commerce, prend acte de ce rapport et approuve les opérations qui en font l'objet.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Directoire sur les plans d'options mis en œuvre durant l'exercice 2002, prend acte de ce qu'aucune opération d'option d'achat et de souscription d'actions n'a été réalisée au cours de l'exercice 2002.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées ordinaires, décide d'affecter le résultat de l'exercice 2002 comme suit :

Perte de l'exercice 2002	(8 563 838,49) €
Report à nouveau	2 288 267,97 €
	<hr/>
Soit un montant de	(6 275 570,52) €
affecté en report à nouveau	(6 275 570,52) €

L'Assemblée Générale prend acte de ce que les dividendes qui ont été mis en distribution au titre des trois exercices précédents et l'avoir fiscal correspondant ont été les suivants :

Année	Nombre d'actions	Valeur nominale	Revenu global	Dividende	Avoir fiscal
1999	2 117 180	–	1,08 euro	0,72 euro	0,36 euro
2000	2 217 960	–	1,41 euro	0,94 euro	0,47 euro
2001	2 217 960	–	0	0	0



Projet de résolutions

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées ordinaires, autorise le Directoire, conformément à l'article L. 225-209 du Code de Commerce, à procéder à d'éventuels achats d'actions RADIAL, dans la limite de 3 % du capital social y compris en intégralité sous forme de blocs de titres, aux fins de, par ordre de priorité :

- l'achat et la vente des titres en fonction des situations de marché,
- la mise en œuvre des plans d'options d'achat d'actions autorisés par l'Assemblée Générale Mixte du 30 mai 1995 et par l'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2001 au profit des salariés ou dirigeants de la Société ou de son Groupe.

Le prix maximum d'achat par action ne devra pas excéder 70 euros. Le prix de revente minimum par action sera de 30 euros. Le montant maximum des fonds que la Société pourra consacrer au programme de rachat d'actions est de 4 657 730 euros.

Cette autorisation d'achat est donnée pour une durée maximum de 18 mois à compter de la présente Assemblée Générale. Elle annule et remplace, pour la partie non utilisée, l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 mai 2002.

En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au Directoire qui pourra déléguer lesdits pouvoirs pour passer tout ordre de bourse, conclure tout accord, effectuer toutes déclarations, remplir toutes formalités et d'une manière générale faire le nécessaire.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées ordinaires, renouvelle, pour une durée de six exercices expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2008, le mandat de Commissaire aux Comptes titulaire de MAZARS et GUERARD et le mandat de Commissaire aux Comptes suppléant de Monsieur Yves ROBIN.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées ordinaires, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Robert PAPIN vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de six années qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui statuera sur les comptes de l'exercice 2008.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées ordinaires, nomme, en qualité de membre du Conseil de Surveillance de la Société, Monsieur Didier LOMBARD, demeurant 223 rue de l'Université, 75007 Paris, pour une durée de six exercices expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2008.

ONZIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée pour effectuer les dépôts et publications prévus par la loi.

II - RÉSOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE D'UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, décide d'étendre l'objet social aux opérations de conseil, de formation, d'ingénierie et de maîtrise d'œuvre, et de toute autre prestation de service se rapportant directement ou indirectement aux activités de la Société.



DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption de la résolution précédente, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées extraordinaires, décide de modifier l'article 2 des statuts de la Société qui est désormais libellé ainsi qu'il suit :

ARTICLE 2 – OBJET

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France ou en tous pays.
Le conseil, la formation, l'ingénierie et la maîtrise d'œuvre, l'expertise ou toute autre prestation de services se rapportant directement ou indirectement aux opérations définies précédemment.
Le reste de l'article reste inchangé.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, décide d'inclure dans les statuts de la Société le droit pour les membres du Directoire de se faire représenter par un autre membre aux séances du Directoire.

QUATRIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption de la résolution précédente, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées extraordinaires, décide de modifier l'article 17 des statuts de la Société qui est désormais libellé ainsi qu'il suit :

ARTICLE 17 – ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU DIRECTOIRE

Les membres du directoire ont la possibilité de se faire représenter aux séances du directoire dans les mêmes conditions que celles prévues par la loi pour la représentation des membres du conseil de surveillance.
Le reste de l'article est inchangé.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, décide d'inclure dans les statuts de la Société les nouvelles dispositions du Code de commerce apportées par la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 sur les Nouvelles Régulations Economiques, en matière de cumul de mandats.

SIXIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption de la résolution précédente, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées extraordinaires, décide de modifier l'article 13 des statuts de la Société qui est désormais libellé ainsi qu'il suit :

ARTICLE 13 – CONSEIL DE SURVEILLANCE

V – Une personne physique ne peut exercer simultanément plus de cinq mandats de membre du conseil de surveillance ou d'administrateur de sociétés anonymes ayant leur siège social sur le territoire français. Par dérogation à cette disposition, ne sont pas pris en compte les mandats de membre du conseil de surveillance ou d'administrateur exercés par cette personne dans les sociétés contrôlées, au sens de l'article L. 233-16 du Code du Commerce, par la société dont elle est déjà membre du conseil de surveillance. Pour l'application des présentes dispositions, les mandats de membre du conseil de surveillance des sociétés dont les titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé et contrôlé, au sens de l'article L. 233-16 du Code de Commerce, par une même société ne comptent que pour un seul mandat, sous réserve que le nombre de mandats détenus à ce titre n'excède pas cinq. Toute personne physique qui, lorsqu'elle accède à un nouveau mandat, se trouve en infraction avec les présentes dispositions, doit, dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A l'expiration de ce délai, elle est réputée s'être démise de son nouveau mandat et doit restituer les rémunérations perçues, sans que soit, de ce fait, remise en cause la validité des délibérations auxquelles elle a pris part.

Le reste de l'article est inchangé.



Projet de résolutions

SEPTIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption de la cinquième résolution ci-dessus, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées extraordinaires, décide de modifier l'article 16 des statuts de la Société qui est désormais libellé ainsi qu'il suit :

ARTICLE 16 – DIRECTOIRE

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus d'un mandat de membre du directoire ou de directeur général unique de sociétés anonymes ayant leur siège social sur le territoire français. Par dérogation à cette disposition, un deuxième mandat de membre du directoire ou de directeur général unique ou un mandat de directeur général peut être exercé dans une société contrôlée, au sens de l'article L. 233-16 du Code du Commerce, par la société dont cette personne est membre du directoire ou directeur général unique. Une personne physique exerçant un mandat de membre du directoire ou de directeur général unique dans une société peut également exercer un mandat de directeur général, de membre du directoire ou de directeur général unique dans une société, dès lors que les titres de celles-ci ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé. Toute personne physique qui, lorsqu'elle accède à un nouveau mandat, se trouve en infraction avec les présentes dispositions, doit, dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A l'expiration de ce délai, elle est réputée s'être démise de son nouveau mandat et doit restituer les rémunérations perçues, sans que soit, de ce fait, remise en cause la validité des délibérations auxquelles elle a pris part. Le reste de l'article est inchangé.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, décide d'inclure dans les statuts de la Société les nouvelles dispositions du Code de commerce apportées par la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 sur les Nouvelles Régulations Economiques, en matière de conventions réglementées.

NEUVIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption de la résolution précédente, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées extraordinaires, décide de modifier l'article 19 des statuts de la Société qui est désormais libellé ainsi qu'il suit :

ARTICLE 19 – CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET UN MEMBRE DU DIRECTOIRE OU DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Toute convention entre la société et l'un des membres du directoire ou du conseil de surveillance, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil de surveillance.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la Société :

- et une entreprise, si l'un des membres du directoire ou du conseil de surveillance de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du conseil de surveillance de l'entreprise ;
- et l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieur à 5 % ;
- et la société contrôlant une société actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5 %.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales dont la liste doit néanmoins être communiquée au conseil de surveillance et aux commissaires aux comptes.

Le membre du directoire ou du conseil intéressé est tenu d'informer le conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions prévues par la loi.

DIXIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée pour effectuer les dépôts et publications prévus par la loi.

LE DIRECTOIRE



Organes sociaux

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Yvon GATTAZ
Octave GELINIER
Bruno GATTAZ
Geneviève GATTAZ
Robert PAPIN
Didier LOMBARO

Président du Conseil de Surveillance
Vice-Président

(candidature proposée à l'Assemblée Générale du 20 mai 2003)

DIRECTOIRE

Pierre GATTAZ
Lucien GATTAZ
P. Michel CHURG
Patrice MEUNIER
Dominique PELLIZZARI

Président du Directoire
Vice-Président du Directoire
Directeur Général Adjoint
Directeur Financier
Directeur Division (Connectique RF)

COMITÉ DE DIRECTION

Pierre GATTAZ
P. Michel CHURG
André HARTMANN
André HERNANDEZ
Robert JONES
Patrice MEUNIER
Michel MOLLES
Dominique PELLIZZARI
Jean-Pierre WILSCH

Président du Directoire
Directeur Général Adjoint
Coordinateur Industriel
Directeur Division (Haute fiabilité) et Président de JERRIK (USA)
Directeur Division (Automotive)
Directeur Financier
Directeur Commercial
Directeur Division (Connectique RF)
Directeur des Relations Humaines

COMMISSAIRES AUX COMPTES

MAZARS & GUERARD
Le Vinci - 4, allée de l'Arche
92075 PARIS LA DÉFENSE Cedex
Suppléants :
Yves ROBIN

Christian COMERMAN
8, allée du Ruisseau
92160 ANTONY

Francis BASTIEN

Personne responsable de l'information
Denis BLEY

Tél. : 01 49 35 35 35





RADIALL DANS LE MONDE

FRANCE

SIEGE SOCIAL RADIALL

101, Rue Ph. Hoffmann - 93116 ROSNY sous BOIS (Paris)
Tél. : 01 49 35 35 35 Fax : 01 48 54 63 63
E-Mail : vente-france@radiall.fr

EUROPE

Allemagne - RADIALL

Tél. : +49 60 74 91 07 0 Fax : +49 60 74 91 07 70
E-Mail : info@radiall.de

Finlande - RADIALL

Tél. : +358 852 70 130 Fax : +358 852 70 105
E-Mail : info@radiall.fi

Italie - RADIALL

Tél. : +39 02 48 85 121 Fax : +39 02 48 84 30 18
E-Mail : radiall@tin.it

Pays Bas - RADIALL

Tél. : +31 33 253 40 09 Fax : +31 33 253 45 12
E-Mail : info@radiall.nl

Royaume Uni - RADIALL

Tél. : +44 208 991 7700 Fax : +44 208 991 7769
E-Mail : info@radiall.co.uk

Suède - RADIALL

Tél. : +46 844 434 10 Fax : +46 875 449 16
E-Mail : info@radiall.se

AMERIQUE

USA - RADIALL

Connecteurs coaxiaux et pour fibre optique, composants hyperfréquences

Tél. : +1 203 380 9800 Fax : +1 888 387 0001
E-Mail : sales@radiallusa.com

USA - RADIALL LARSEN Antenna Technologies

Antennes

Tél. : +1 360 944 7551 Fax : +1 360 944 7556
E-Mail : info@radiallarsen.com

USA - RADIALL JERRIK

Connecteurs multicontacts et connecteurs filtrés

Tél. : +1 480 730 5700 Fax : +1 480 730 5800
E-Mail : sales@radialljerrick.com

Brésil - RADIALL

Tél. : +55 21 2558 05 76 Fax : +55 21 2245 97 63
E-Mail : hubertm@radiall.com.br

ASIE

Chine - RADIALL SHANGHAI

Tél. : +86 21 66 52 37 88 Fax : +86 21 66 52 11 77
E-Mail : radialls@online.sh.cn

Japon - RADIALL NIHON

Tél. : +81 3 3866 23 90 Fax : +81 3 3866 23 91
E-Mail : emiko@radiall.co.jp

HongKong - RADIALL ELECTRONICS

Tél. : +852 29 59 38 33 Fax : +852 29 59 26 36
E-Mail : info@radiall.com.hk

Inde - RADIALL PROTECTRON

Tél. : +91 80 83 95 271 Fax : +91 80 83 97 228
E-Mail : radiall@vsnl.com

REPRESENTE EN

Afrique	Corée du sud	Moyen orient
Afrique du sud	Espagne	Pologne
Australie	Grèce	Suisse
Belgique	Israël	Turquie

Edition Mai 2003



RADIALL®

® Registered Trade Mark

Printed in France